

ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

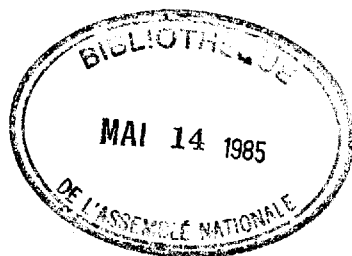
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 32

Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives

Présentation

**Présenté par
M. Yves L. Duhaime
Ministre des Finances**



NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier le cadre corporatif et financier des sociétés mutuelles d'assurance-incendie et des compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent.

Il édicte les règles relatives à la constitution, à la dissolution et à la liquidation de sociétés mutuelles d'assurance, de fédérations et de corporations de fonds de garantie de telles sociétés.

Les sociétés mutuelles d'assurance posséderont un capital variable constitué de parts sociales et de parts privilégiées. Elles pourront recruter leurs membres en fonction d'un territoire ou d'un groupe. Les membres des sociétés mutuelles d'assurance ne seront plus tenus de souscrire des billets de souscription mais devront souscrire et payer un nombre minimum de parts sociales.

Les sociétés mutuelles d'assurance auront pour objet de pratiquer l'assurance de dommages pour leurs membres. Elles pourront également à certaines conditions fournir à leurs membres le financement des primes d'assurance et leur offrir les produits d'autres institutions financières. Elles pourront gérer des immeubles et exercer toute autre activité que le ministre pourra autoriser.

Les sociétés mutuelles d'assurance seront regroupées au sein de fédérations ayant notamment pour objet de promouvoir leur développement et d'agir à leur égard comme organisme de surveillance et de contrôle. Les fédérations pourront établir et administrer pour leurs membres un fonds de placement. Les pouvoirs de placement de ces fonds seront déterminés par règlement du gouvernement.

Pour chaque fédération sera constituée une corporation de fonds de garantie dont seront membres les sociétés mutuelles d'assurance. Les corporations de fonds de garantie auront pour objet d'établir et d'administrer un fonds de garantie, de liquidité ou d'entraide pour le bénéfice de leurs membres. Elles devront rembourser les assurés pour toute insuffisance de fonds d'un membre en liquidation ou en dissolution. Les sociétés mutuelles d'assurance devront nécessairement participer au capital de la corporation de fonds de garantie dont elles seront membres.

Le projet de loi propose la continuation des sociétés mutuelles d'assurance-incendie et des compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent en sociétés mutuelles d'assurance. Il permet également la conversion de ces mutuelles, à certaines conditions, en compagnies mutuelles d'assurance de dommages.

Le projet de loi propose la continuation de la Fédération des mutuelles d'assurance inc., corporation constituée le 25 novembre 1970 par lettres patentes délivrées en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), en fédération de sociétés mutuelles d'assurance.

LOI MODIFIÉES PAR CE PROJET

- la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32);
- la Loi sur certaines compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent (L.R.Q., chapitre C-39);
- la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1).

Projet de loi 32

Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32), modifié par l'article 22 du chapitre 47 des lois de 1984, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement des paragraphes *b*, *c* et *d* par les suivants:

« *b*) « **compagnie** » ou « **compagnie d'assurance** »: une compagnie à capital social constituée pour pratiquer les assurances et une compagnie mutuelle d'assurance;

« *c*) « **compagnie mutuelle d'assurance** »: une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie et une compagnie mutuelle d'assurance de dommages;

« *d*) « **société mutuelle d'assurance** »: une corporation constituée en vertu du chapitre III.1 du titre III ou une corporation issue d'une continuation prévue à la Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives (1985, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 32*); »;

2° par l'abrogation du paragraphe *e*;

3° par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

« *h*) « **société mutuelle** »: une société mutuelle d'assurance et une société de secours mutuels; ».

2. L'article 17 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « , sauf les sociétés mutuelles visées aux paragraphes *d* et *e* de l'article 1 ».

3. L'article 35 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, des mots « sur la vie ».

4. L'intitulé du chapitre III du titre III de cette loi est remplacé par le suivant:

« COMPAGNIES MUTUELLES D'ASSURANCE ».

5. L'article 67 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« La section III du présent chapitre s'applique à l'administration des compagnies mutuelles d'assurance de dommages. ».

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 93.1, de ce qui suit:

« CHAPITRE III.1

« SOCIÉTÉS MUTUELLES D'ASSURANCE

« SECTION I

« APPLICATION

« **93.2** Les articles 62 et 62.1 s'appliquent aux sociétés mutuelles d'assurance ainsi que l'article 145 compte tenu des adaptations nécessaires.

« SECTION II

« OBJET ET POUVOIRS

« **93.3** Une société mutuelle d'assurance a pour objet de pratiquer l'assurance de dommages pour ses membres.

« **93.4** Une société mutuelle d'assurance peut avec l'autorisation de la fédération dont elle est membre:

- 1° fournir à ses membres le financement des primes d'assurance;
- 2° offrir à ses membres les produits d'une institution financière;
- 3° gérer des immeubles;

4° exercer toute autre activité que le ministre autorise conformément à l'article 93.162.

« SECTION III

« AFFILIATION À UNE FÉDÉRATION

« **93.5** Toute société mutuelle d'assurance doit être membre d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance.

« **93.6** Une société mutuelle d'assurance ne peut être constituée que si une fédération s'engage à l'accepter comme membre.

« **93.7** La décision de cesser d'être membre d'une fédération doit faire l'objet d'une résolution du conseil d'administration de la société mutuelle d'assurance ratifiée par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à une assemblée spéciale tenue à cette fin.

La société mutuelle d'assurance doit, dans les meilleurs délais, transmettre à l'inspecteur général une copie certifiée conforme de la résolution du conseil d'administration et la preuve de sa ratification.

« **93.8** Une société mutuelle d'assurance qui décide de cesser d'être membre d'une fédération ou qui fait l'objet d'une décision d'exclusion par sa fédération doit, dans les 60 jours de la ratification de la résolution ou de cette décision d'exclusion, adopter un règlement ou une résolution, selon le cas, pour s'affilier à une autre fédération ou pour demander la constitution d'une nouvelle fédération, fusionner avec une société mutuelle d'assurance, se convertir en compagnie mutuelle d'assurance de dommages ou être liquidée.

« **93.9** Dans les cas où une fédération fait l'objet d'une liquidation ou d'une dissolution, les sociétés mutuelles d'assurance membres de cette fédération doivent, dans les 60 jours de la publication de l'avis de liquidation ou de dissolution à la *Gazette officielle du Québec*, adopter un règlement ou une résolution, selon le cas, pour s'affilier à une autre fédération ou demander la constitution d'une nouvelle fédération, fusionner avec une société mutuelle d'assurance, se convertir en compagnie mutuelle d'assurance de dommages ou être liquidée.

« **93.10** Une société mutuelle d'assurance demeure membre d'une fédération:

1° tant qu'une autre fédération ne s'est pas engagée à l'accepter comme membre et que la société n'en a pas fourni la preuve à l'inspecteur général ou tant que la nouvelle fédération dont elle a demandé la constitution n'a pas été constituée;

- 2° tant qu'elle n'a pas fusionné avec une société mutuelle d'assurance;
- 3° tant qu'elle ne s'est pas convertie en compagnie mutuelle d'assurance de dommages;
- 4° tant qu'elle n'a pas été dissoute.

«SECTION IV

«REPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE AVANT SA CONSTITUTION

«**93.11** Toute société mutuelle d'assurance est liée par un acte accompli dans son intérêt avant sa constitution si elle le ratifie dans les 90 jours de celle-ci.

Cette ratification substitue la société dans les droits et obligations de celui qui a accompli l'acte mais n'opère pas d'elle-même novation. Celui qui a accompli cet acte a les mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations qu'un mandataire à l'égard de la société.

«**93.12** Celui qui accomplit un acte dans l'intérêt d'une société mutuelle d'assurance avant sa constitution est lié par cet acte, sauf si le contrat conclu pour la société contient une clause excluant ou limitant sa responsabilité ainsi qu'une déclaration faisant état de la possibilité que la société ne soit pas constituée ou n'assume pas ses obligations.

«SECTION V

«CONSTITUTION

«**93.13** Un minimum de 200 fondateurs est requis pour demander la constitution d'une société mutuelle d'assurance.

«**93.14** Toute personne physique peut être un fondateur d'une société mutuelle d'assurance, à l'exception:

- 1° d'un mineur;
- 2° d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré incapable par un tribunal, même étranger;
- 3° d'un failli non libéré;
- 4° d'une personne qui ne fait pas partie du groupe décrit dans les statuts de la société mutuelle d'assurance, le cas échéant.

«**93.15** Les statuts de la société mutuelle d'assurance indiquent:

- 1° sa raison sociale;
- 2° le district judiciaire où se trouve son siège social au Québec;
- 3° les catégories d'assurance de dommages envisagées;
- 4° s'il y a lieu, le groupe dans lequel elle peut recruter ses membres;
- 5° les nom, prénom, adresse et profession des fondateurs.

«**93.16** Les statuts peuvent, outre les dispositions que la présente loi permet d'y insérer, contenir toute autre disposition que cette loi permet à une société mutuelle d'assurance d'adopter par règlement.

«**93.17** Les statuts de la société mutuelle d'assurance doivent être transmis à l'inspecteur général en deux exemplaires signés par chaque fondateur.

«**93.18** Les statuts doivent être accompagnés:

1° d'une requête signée par deux fondateurs demandant au ministre d'ordonner la constitution de la société mutuelle d'assurance;

2° d'un avis indiquant les nom, prénom et adresse de la personne désignée comme secrétaire provisoire de la société mutuelle d'assurance;

3° d'un avis indiquant le mode et le délai de convocation de l'assemblée d'organisation;

4° d'un avis indiquant l'adresse du siège social;

5° d'une copie certifiée conforme de la résolution de la fédération qui s'est engagée à accepter la société mutuelle d'assurance comme membre;

6° d'un affidavit des requérants établissant:

a) le capital suffisant pour assurer le financement des opérations de la société et le maintien d'un excédent de l'actif sur le passif de la société au moins égal au montant minimum requis conformément à l'article 275;

b) le montant souscrit et payé à titre de parts sociales par les fondateurs;

c) le montant que la corporation de fonds de garantie, liée à la fédération dont la société doit être membre, s'est engagée, pour les trois premières années d'opération de la société, à verser au besoin pour combler la différence entre le capital prévu au paragraphe *a* et le montant prévu au paragraphe *b*;

7° d'une copie certifiée conforme de la résolution de la corporation de fonds de garantie qui énonce l'engagement, s'il y a lieu, prévu au paragraphe 6°;

8° des états prévisionnels de l'actif et du passif ainsi que des résultats pour les trois premières années d'opération de la société mutuelle d'assurance;

9° de tout document exigé par règlement du gouvernement.

« **93.19** Sur réception des statuts, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, l'inspecteur général fait rapport au ministre et lui soumet son avis.

« **93.20** Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, ordonner à ce dernier de constituer la société mutuelle d'assurance.

À cette fin, l'inspecteur général:

1° inscrit sur chaque exemplaire des statuts la mention « société mutuelle d'assurance constituée »;

2° établit en deux exemplaires un certificat attestant la constitution de la société mutuelle d'assurance et indiquant la date de sa constitution et annexe à chacun un exemplaire des statuts;

3° enregistre un exemplaire du certificat ainsi que des statuts et les documents les accompagnant;

4° expédie à la société mutuelle d'assurance ou à son représentant l'autre exemplaire du certificat et des statuts;

5° expédie une copie du certificat, des statuts et des documents les accompagnant à la fédération qui s'est engagée à accepter la société mutuelle d'assurance comme membre;

6° publie un avis de la délivrance du certificat à la *Gazette officielle du Québec*.

« **93.21** À compter de la date figurant sur le certificat de constitution, la société mutuelle d'assurance est une corporation.

« SECTION VI

« RAISON SOCIALE

« **93.22** La raison sociale d'une société mutuelle d'assurance ne doit pas être susceptible d'être confondue avec une dénomination sociale ou une autre raison sociale.

« **93.23** La raison sociale d'une société mutuelle d'assurance doit comporter les mots « société mutuelle d'assurance » ainsi qu'un terme identique à celui de la fédération dont elle est membre, choisi parmi les suivants: « dommage », « générale », « feu », « incendie » ou « I.A.R.D. ».

Elle ne doit pas comporter le mot « compagnie ».

« **93.24** Seules une société mutuelle d'assurance, une fédération de sociétés mutuelles d'assurance, une corporation de fonds de garantie ou une compagnie mutuelle d'assurance de dommages peuvent inclure dans leur raison sociale le mot « mutuelle » combiné aux mots « assurance de dommages », « assurance générale », « feu », « incendie » ou « I.A.R.D. ».

« **93.25** L'inspecteur général peut ordonner à une société mutuelle d'assurance de changer sa raison sociale dans les 60 jours de la signification de l'ordonnance si elle n'est pas conforme aux lois qui étaient en vigueur au moment où elle a été octroyée.

« **93.26** À défaut par la société mutuelle d'assurance de changer sa raison sociale dans le délai prévu, l'inspecteur général peut d'office attribuer une autre raison sociale à la société.

« **93.27** Lorsque l'inspecteur général attribue d'office une raison sociale à une société mutuelle d'assurance il produit en deux exemplaires un certificat attestant la modification et publie un avis de cette modification à la *Gazette officielle du Québec*.

L'inspecteur général enregistre un exemplaire du certificat et expédie l'autre à la société mutuelle d'assurance; il en transmet une copie à la fédération dont elle est membre.

La modification prend effet à la date figurant sur le certificat.

« **93.28** Une société mutuelle d'assurance ne peut, dans le cours de ses opérations, s'identifier sous un autre nom que sa raison sociale.

« **93.29** Aucun changement de raison sociale ne touche les droits et les obligations d'une société mutuelle d'assurance et les actions auxquelles elle est partie peuvent être continuées sous sa nouvelle raison sociale sans reprise d'instance.

«SECTION VII

«ASSEMBLÉE D'ORGANISATION

«**93.30** Dans les 60 jours de la constitution d'une société mutuelle d'assurance les fondateurs tiennent une assemblée générale d'organisation.

L'inspecteur général peut prolonger ce délai ou, s'il est expiré, accorder un nouveau délai.

«**93.31** L'assemblée est convoquée par le secrétaire provisoire.

En cas d'empêchement du secrétaire provisoire l'assemblée peut être convoquée par deux fondateurs.

«**93.32** Est réputé être un fondateur pour la tenue de l'assemblée toute personne physique qui, avant l'envoi de l'avis de convocation, a transmis au secrétaire provisoire une demande d'admission et qui, au début de l'assemblée, est acceptée par les fondateurs désignés dans les statuts.

«**93.33** Au cours de l'assemblée les fondateurs doivent:

- 1° adopter le règlement de régie interne;
- 2° élire les administrateurs;
- 3° émettre les parts sociales pour le montant souscrit et payé à ce titre;
- 4° adopter une résolution ratifiant l'affiliation de la société mutuelle d'assurance à la fédération qui s'est engagée à l'accepter comme membre.

Les fondateurs peuvent, en outre, adopter tout autre règlement et prendre toute mesure relative aux affaires de la société mutuelle d'assurance.

«**93.34** Dans les 30 jours qui suivent l'assemblée la société mutuelle d'assurance transmet à l'inspecteur général:

- 1° une liste de ses administrateurs contenant leurs nom, prénom, adresse et profession;
- 2° une copie certifiée conforme de la résolution prévue au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 93.33.

«SECTION VIII

«SIÈGE SOCIAL

« **93.35** Le siège social d'une société mutuelle d'assurance doit être situé dans le district judiciaire indiqué dans ses statuts.

« **93.36** Une société mutuelle d'assurance peut, par résolution de son conseil d'administration, changer l'adresse de son siège social à l'intérieur du district judiciaire indiqué dans ses statuts.

Elle doit, dans les dix jours de ce changement, en donner avis à l'inspecteur général.

« **93.37** Une société mutuelle d'assurance peut transférer son siège social dans un autre district judiciaire si ses statuts sont modifiés à cette fin.

Un avis de la nouvelle adresse doit accompagner toute demande de modification des statuts visant à transférer le siège social.

« **93.38** L'inspecteur général enregistre tout avis relatif à un changement d'adresse du siège social.

«SECTION IX

«CAPITAL SOCIAL

« § 1.—*Dispositions générales*

« **93.39** Le capital social d'une société mutuelle d'assurance est composé de parts sociales et de parts privilégiées.

Le capital social est variable.

« **93.40** Les parts doivent être payées en espèces. Seules celles qui sont entièrement payées peuvent être émises sauf s'il s'agit de parts émises conformément à une convention de fusion.

« § 2.—*Parts sociales*

« **93.41** Les parts sociales sont nominatives et ne peuvent être émises qu'aux membres ou aux personnes qui désirent le devenir. Elles ne peuvent être transférées que selon les conditions et modalités prévues par règlement de la société mutuelle d'assurance.

« **93.42** La société mutuelle d'assurance peut déterminer par règlement le nombre de parts sociales, appelées parts sociales de qualification, que chaque membre doit détenir et le prix de celles-ci.

Toutefois, chaque membre doit détenir au moins une part sociale de qualification.

« **93.43** Le prix de chaque part sociale ne peut être inférieur à 5 \$.

« **93.44** Seul l'intérêt déterminé par l'assemblée annuelle de la société mutuelle d'assurance est payable sur les parts sociales.

Toutefois, aucun intérêt n'est payable sur les parts sociales de qualification.

« **93.45** En cas de décès, de démission ou d'exclusion d'un membre, une société mutuelle d'assurance rembourse les sommes qui ont été payées pour l'obtention de parts sociales à son nom.

Une société mutuelle d'assurance peut, sur demande d'un de ses membres et aux conditions prévues par règlement de la société, rembourser à ce membre les sommes qu'il a payées pour obtenir des parts sociales à son nom autres que les parts sociales de qualification.

« **93.46** Une société mutuelle d'assurance ne peut rembourser une part sociale si ce remboursement a pour effet de réduire l'excédent de l'actif sur le passif de la société à un montant inférieur au montant minimum requis conformément à l'article 275 ou de réduire les liquidités de la société à un montant inférieur à celui établi selon les directives écrites de l'inspecteur général.

Les administrateurs qui autorisent le remboursement d'une part sociale contrairement au premier alinéa sont solidairement responsables des sommes ainsi remboursées et non recouvrées.

« **93.47** Une société mutuelle d'assurance peut, par règlement, déterminer l'ordre dans lequel s'effectue le remboursement des parts sociales.

« § 3.—*Parts privilégiées*

« **93.48** Le conseil d'administration peut, si un règlement de la société mutuelle d'assurance l'y autorise, émettre des parts privilégiées.

Le règlement doit prévoir le montant, les privilèges, droits et restrictions de ces parts ainsi que les conditions de leur rachat ou de leur remboursement. L'intérêt qui peut être payé sur ces parts doit être limité par le règlement.

La société mutuelle d'assurance doit transmettre à l'inspecteur général une copie du règlement.

«**93.49** Sous réserve de l'article 93.244, une société mutuelle d'assurance ne peut émettre de parts privilégiées si l'excédent de son actif sur son passif n'est pas au moins égal au montant minimum requis conformément à l'article 275.

«**93.50** Une société mutuelle d'assurance délivre des certificats attestant l'émission de parts privilégiées. Ils indiquent le montant, l'intérêt payable, les privilèges, droits et restrictions de ces parts ainsi que les conditions de leur rachat ou de leur remboursement.

«**93.51** Les parts privilégiées ne peuvent conférer à leur détenteur le droit, en cas de liquidation ou de dissolution de la société, d'être remboursé avant que ne le soient les dettes de la société mutuelle d'assurance. Toutefois, les parts privilégiées ont priorité sur les parts sociales.

«**93.52** Les parts privilégiées ne peuvent conférer à leur détenteur le droit d'être remboursé avant l'expiration d'un délai de cinq ans après leur émission.

«**93.53** Une société mutuelle d'assurance ne peut racheter ou rembourser une part privilégiée si ce rachat ou ce remboursement a pour effet de réduire l'excédent de l'actif sur le passif de la société à un montant inférieur au montant minimum requis conformément à l'article 275 ou de réduire les liquidités de la société à un montant inférieur à celui établi selon les directives écrites de l'inspecteur général.

Les administrateurs qui autorisent le rachat ou le remboursement d'une part privilégiée contrairement au premier alinéa sont solidairement responsables des sommes en cause et non recouvrées.

«**93.54** Les parts privilégiées sont nominatives. Elles ne peuvent être transférées que selon les conditions et modalités prévues par règlement de la société mutuelle d'assurance.

«**93.55** Les parts privilégiées ne peuvent conférer à leur détenteur le droit d'être convoqué, d'assister ou de voter à une assemblée générale, ni d'être éligible à une fonction au sein de la société mutuelle d'assurance.

«SECTION X

«MEMBRES

«§ 1.—*Dispositions générales*

«**93.56** Pour être membre d'une société mutuelle d'assurance, toute personne ou société doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° faire une demande d'admission sauf dans le cas d'un fondateur mentionné dans les statuts de la société;

2° faire partie du groupe décrit dans les statuts, le cas échéant;

3° souscrire et payer le nombre de parts sociales de qualification prévu par règlement de la société mutuelle d'assurance ou, à défaut d'un tel règlement, une telle part;

4° s'engager à respecter les règlements de la société mutuelle d'assurance;

5° être admise par le conseil d'administration ou par une personne qu'il autorise.

« § 2. — *Démission, suspension et exclusion*

« **93.57** Un membre peut démissionner en demandant par écrit le remboursement de toutes ses parts sociales.

La démission du membre prend effet à compter de la réception par la société mutuelle d'assurance de sa demande de remboursement.

« **93.58** Le conseil d'administration, après avoir fait connaître par écrit à un membre les motifs invoqués pour sa suspension ou son exclusion et lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations, peut le suspendre ou l'exclure pour l'une ou l'autre des raisons suivantes:

1° s'il ne respecte pas les règlements de la société mutuelle d'assurance;

2° s'il n'exécute pas ses engagements envers la société mutuelle d'assurance.

« **93.59** Le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle un membre est suspendu ou exclu doit mentionner les faits qui motivent cette décision.

La société mutuelle d'assurance transmet à ce membre, par courrier recommandé ou certifié, un avis énonçant les motifs de la suspension ou de l'exclusion dans les 15 jours de la décision.

« **93.60** Une période de suspension d'un membre ne peut excéder six mois.

« **93.61** Un membre suspendu, exclu ou dont la démission a pris effet perd le droit d'être convoqué aux assemblées de la société mutuelle d'assurance, d'y assister et d'y voter ainsi que celui d'exercer toute fonction au sein de la société.

Les polices d'assurance d'un membre ne sont pas résiliées par le seul fait de sa suspension, de son exclusion ou de sa démission.

Dans les cas d'exclusion ou de démission les polices d'assurance ne peuvent être renouvelées; aucun avis de non-renouvellement n'est requis.

« **93.62** La suspension ou l'exclusion d'un membre prend effet à compter de l'adoption de la résolution du conseil d'administration.

« SECTION XI

« ASSEMBLÉE DES MEMBRES

« § 1. — *Assemblée générale*

« **93.63** Les membres d'une société mutuelle d'assurance, qu'ils soient convoqués en assemblée annuelle ou en assemblée spéciale, en constituent l'assemblée générale.

« **93.64** Le quorum à une assemblée générale doit être égal au nombre de membres du conseil d'administration à moins que le règlement de régie interne ne prévoie un nombre supérieur.

Il n'y a pas quorum si plus de la moitié des membres et des représentants présents sont administrateurs, autres mandataires ou membres du personnel salarié de la société mutuelle d'assurance.

Une assemblée qui a été convoquée à deux reprises et qui n'a pu être tenue faute de quorum peut être convoquée à nouveau.

À cette occasion le quorum est constitué des membres présents.

« **93.65** L'avis de convocation d'une assemblée générale est donné au moins 15 jours et au plus 45 jours avant sa date par courrier ordinaire ou dans un quotidien atteignant la localité où la société mutuelle d'assurance a son siège social.

Cet avis doit indiquer le lieu, la date et l'heure de l'assemblée et, le cas échéant, donner un résumé de tout projet de règlement soumis pour adoption ou de toute modification proposée aux règlements de la société mutuelle d'assurance.

La société mutuelle d'assurance doit en outre indiquer le lieu, la date et l'heure de son assemblée annuelle, en caractères bien visibles et bien en vue, sur tout avis d'échéance de prime qu'elle fait parvenir à ses membres.

« **93.66** Un membre peut renoncer à l'avis de convocation. Sa seule présence à l'assemblée équivaut à une renonciation sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant l'irrégularité de sa convocation.

« **93.67** Un membre n'a droit qu'à une seule voix quel que soit le nombre de parts sociales dont il est détenteur.

Si le règlement de régie interne de la société mutuelle d'assurance le prévoit, cette voix peut être exprimée par un représentant muni d'une procuration, que celui-ci soit ou non membre de la société. Pour être valide, la procuration doit avoir été donnée dans l'année précédant l'assemblée et être délivrée au secrétaire au moins dix jours avant l'assemblée. Cette procuration ne peut être utilisée qu'à cette assemblée ou à ses ajournements.

« **93.68** Une corporation ou une société membre d'une société mutuelle d'assurance peut se faire représenter à une assemblée générale.

Une personne ne peut cependant représenter plus d'une corporation ou d'une société.

« **93.69** Un membre admis depuis moins de 90 jours n'est éligible à aucune fonction au sein d'une société mutuelle d'assurance, sauf s'il est un fondateur, et il ne peut voter à une assemblée générale de la société mutuelle d'assurance, sauf s'il s'agit de l'assemblée générale d'organisation.

« **93.70** Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres ou les représentants présents.

En cas de partage égal des voix le président de l'assemblée dispose d'une voix prépondérante.

« § 2.—Assemblée annuelle

« **93.71** L'assemblée annuelle d'une société mutuelle d'assurance doit être tenue dans les trois mois qui suivent la fin de son exercice financier. Les membres y sont convoqués pour:

1° prendre connaissance du rapport annuel, du rapport du vérificateur et du rapport de l'actuaire prévu à l'article 309;

2° déterminer l'intérêt payable sur les parts sociales autres que de qualification;

3° élire les administrateurs;

4° prendre toute autre décision réservée à l'assemblée générale.

« § 3.—*Assemblée spéciale*

« **93.72** Le conseil d'administration, le président, le vice-président d'une société mutuelle d'assurance ou le conseil d'administration de la fédération dont la société mutuelle d'assurance est membre peut décréter la tenue d'une assemblée spéciale lorsqu'il le juge nécessaire.

« **93.73** Le conseil d'administration d'une société mutuelle d'assurance doit décréter la tenue d'une assemblée spéciale pour toute décision qui requiert le vote d'au moins les deux tiers des membres présents.

Toute modification au règlement de régie interne doit être approuvée par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents.

« **93.74** Le conseil d'administration doit décréter la tenue d'une assemblée spéciale, sur requête de 300 membres si la société mutuelle d'assurance en compte 3 000 ou plus, ou d'au moins du dixième des membres si elle en compte moins de 3 000.

« **93.75** Le secrétaire d'une société mutuelle d'assurance doit convoquer toute assemblée spéciale.

À défaut par le secrétaire d'agir, le président de la société mutuelle d'assurance convoque l'assemblée.

« **93.76** Si l'assemblée n'est pas tenue dans les 30 jours de la demande faite par la fédération ou par les membres la fédération ou deux membres signataires de la requête, selon le cas, peuvent convoquer l'assemblée.

À moins que les membres ne s'y opposent par résolution lors de l'assemblée ainsi convoquée la société mutuelle d'assurance rembourse à ceux qui l'ont convoquée les dépenses raisonnables qu'ils ont faites pour tenir l'assemblée.

« **93.77** Seuls les sujets mentionnés dans l'avis de convocation peuvent faire l'objet de délibérations et de décisions à une assemblée spéciale.

« SECTION XII

« ADMINISTRATEURS

« § 1.—*Dispositions générales*

« **93.78** Le conseil d'administration d'une société mutuelle d'assurance est composé d'au moins cinq administrateurs.

Le nombre d'administrateurs est déterminé par le règlement de régie interne de la société mutuelle d'assurance.

«**93.79** Peut être administrateur d'une société mutuelle d'assurance toute personne physique qui en est membre et qui détient une police d'assurance contractée auprès de celle-ci pour un montant minimal déterminé par son règlement de régie interne, à l'exception:

1° d'un membre du personnel salarié de la société mutuelle d'assurance;

2° d'un agent d'assurance, d'un expert en sinistres, d'un administrateur ou d'un dirigeant d'une autre corporation traitant avec la société mutuelle d'assurance en pareille qualité;

3° d'un failli non libéré;

4° d'un mineur;

5° d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré incapable par un tribunal, même étranger.

«**93.80** Le mandat d'un administrateur est de trois ans.

Un mode de rotation permettant qu'un tiers des administrateurs, à une unité près, soit remplacé chaque année, doit être prévu dans le règlement de régie interne.

À cette fin, la société mutuelle d'assurance peut diminuer la durée du mandat des administrateurs élus à l'assemblée générale d'organisation ou élus par suite d'une augmentation du nombre des administrateurs.

«**93.81** En cas de vacance les administrateurs peuvent nommer un membre pour la durée non écoulée du mandat. À défaut par eux de le faire avant l'assemblée générale suivante, celle-ci peut alors combler la vacance.

Lorsque le nombre des administrateurs demeurant en fonction n'est pas suffisant pour qu'il y ait quorum, un administrateur, deux membres de la société mutuelle d'assurance ou le conseil d'administration de la fédération dont la société mutuelle d'assurance est membre, peuvent ordonner au secrétaire de convoquer une assemblée spéciale pour combler cette vacance. À défaut par le secrétaire d'agir, ceux-ci peuvent convoquer cette assemblée.

À moins que les membres ne s'y opposent par résolution lors de l'assemblée ainsi convoquée la société mutuelle d'assurance rembourse à ceux qui l'ont convoquée les dépenses raisonnables qu'ils ont faites pour tenir l'assemblée.

« **93.82** Malgré l'expiration de son mandat un administrateur demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit réélu ou remplacé.

« **93.83** Les administrateurs ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit à des allocations de présence et au remboursement des frais justifiables faits par eux dans l'exercice de leurs fonctions si le règlement de régie interne prévoit, pour toute période déterminée, un montant global à cette fin.

« **93.84** Un administrateur qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise avec laquelle la société mutuelle d'assurance a ou a l'intention d'avoir des relations d'affaires doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

« **93.85** Une société mutuelle d'assurance assume la défense de ses administrateurs ou dirigeants qui sont poursuivis par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions et paye, le cas échéant, les dommages-intérêts résultant de cet acte sauf s'ils ont commis une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, une société n'assume que le paiement des dépenses de ses administrateurs ou dirigeants qui avaient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était conforme à la loi ou qui ont été libérés ou acquittés.

Une société assume les dépenses de ses administrateurs ou dirigeants qu'elle poursuit pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions si elle n'obtient pas gain de cause et si le tribunal en décide ainsi.

Si la société n'obtient gain de cause qu'en partie le tribunal peut déterminer le montant des dépenses qu'elle assume.

« **93.86** Une société mutuelle d'assurance ne peut engager ni garder à son emploi un directeur général qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise d'agent d'assurance ou de courtier d'assurance avec laquelle la société a ou a l'intention d'avoir des relations d'affaires.

« § 2.—Pouvoirs et devoirs

« **93.87** Le conseil d'administration administre les affaires de la société mutuelle d'assurance.

Il exerce tous les pouvoirs de la société sauf ceux que se réserve l'assemblée générale par règlement.

« **93.88** Le conseil d'administration doit notamment:

1° respecter et faire respecter les règlements et les normes adoptés par la fédération dont la société mutuelle d'assurance est membre;

2° fournir à l'inspecteur général, à sa demande, une copie certifiée conforme des règlements de la société mutuelle d'assurance;

3° s'assurer de la tenue et de la conservation des registres;

4° déterminer le taux d'intérêt sur les parts privilégiées dans la limite prévue par règlement de la société mutuelle d'assurance;

5° effectuer et contrôler les placements de la société mutuelle d'assurance;

6° exiger de toute personne ayant l'administration ou la garde des fonds de la société mutuelle d'assurance un cautionnement d'au moins 25 000 \$ et en déterminer la nature;

7° statuer entre le 31 décembre et le 1^{er} mars de chaque année sur la répartition entre les membres des surplus annuels;

8° désigner les personnes autorisées à signer au nom de la société mutuelle d'assurance les contrats ou tout autre document;

9° lors de l'assemblée annuelle, rendre compte de son mandat et présenter le rapport annuel;

10° faciliter le travail des personnes chargées de l'inspection de la société mutuelle d'assurance, de la surveillance de ses opérations ou de la vérification de ses livres et comptes.

« **93.89** Le conseil d'administration ne peut réassurer les risques assumés par la société mutuelle d'assurance qu'auprès d'un assureur titulaire d'un permis émanant de l'inspecteur général et désigné par la fédération.

« § 3.—Réunions

« **93.90** Sous réserve du règlement de régie interne les réunions du conseil d'administration sont convoquées par avis donné au moins cinq jours avant la date fixée pour leur tenue.

Le conseil d'administration de la fédération dont la société mutuelle d'assurance est membre peut convoquer une réunion du conseil d'administration de la société mutuelle d'assurance. Un représentant de la fédération peut assister à cette réunion et y prendre la parole.

« **93.91** Le directeur général de la société mutuelle d'assurance peut assister aux réunions du conseil d'administration et y prendre la parole.

«**93.92** Tout administrateur peut renoncer par écrit à l'avis de convocation à une réunion du conseil d'administration.

Sa seule présence à la réunion équivaut à une renonciation sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant l'irrégularité de sa convocation.

«**93.93** Le quorum pour les réunions du conseil d'administration est constitué de la majorité des administrateurs.

«**93.94** Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix exprimées par les administrateurs présents. En cas de partage égal des voix le président dispose d'une voix prépondérante.

«**93.95** Sous réserve du règlement de régie interne les administrateurs peuvent, si tous y consentent, participer à une réunion du conseil d'administration à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Ces administrateurs sont alors réputés avoir assisté à la réunion.

«**93.96** Les résolutions écrites signées par tous les administrateurs ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion du conseil d'administration.

Un exemplaire de ces résolutions est conservé avec les procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration.

«**93.97** L'administrateur présent à une réunion du conseil d'administration est réputé avoir acquiescé à toute résolution adoptée ou à toute mesure prise alors qu'il est présent à cette réunion sauf dans les cas suivants:

1° s'il demande lors de la réunion que sa dissidence soit consignée au procès-verbal;

2° s'il avise par écrit le secrétaire de la réunion de sa dissidence avant l'ajournement ou la levée de la réunion.

«**93.98** Un administrateur absent d'une réunion du conseil d'administration est présumé n'avoir approuvé aucune résolution ni avoir participé à aucune mesure prise en son absence.

« § 4.—*Révocation d'un administrateur*

«**93.99** Un administrateur peut être révoqué lors d'une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

«**93.100** Une vacance créée à la suite de la révocation d'un administrateur peut être comblée lors de l'assemblée où la révocation a lieu.

«**93.101** L'assemblée ne peut révoquer un administrateur que s'il a été informé par écrit des motifs invoqués pour sa révocation ainsi que du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée.

Cet administrateur peut prendre la parole à l'assemblée ou exposer les motifs pour lesquels il s'oppose à sa révocation dans une déclaration écrite que lit le président de l'assemblée.

«**93.102** Le procès-verbal de l'assemblée au cours de laquelle un administrateur est révoqué doit mentionner les faits qui motivent cette décision.

La société mutuelle d'assurance transmet à cet administrateur, dans les 15 jours de la décision, par courrier recommandé ou certifié, un avis motivé de sa révocation.

Elle transmet également, dans les meilleurs délais, un avis de la révocation à l'inspecteur général.

« SECTION XIII

« COMITÉ EXÉCUTIF

«**93.103** Si le conseil d'administration d'une société mutuelle d'assurance se compose de plus de six administrateurs, il peut, s'il y est autorisé par le règlement de régie interne, constituer un comité exécutif d'au moins trois administrateurs, dont le président et le vice-président.

Le nombre des membres du comité exécutif ne peut excéder la moitié du nombre d'administrateurs.

«**93.104** Le comité exécutif exerce les pouvoirs du conseil d'administration dans la mesure déterminée par le règlement de régie interne.

«**93.105** Le conseil d'administration peut remplacer tout membre du comité exécutif.

«**93.106** Les articles 93.83 et 93.90 à 93.98 s'appliquent au comité exécutif compte tenu des adaptations nécessaires.

« SECTION XIV

« MODIFICATION DES STATUTS

« **93.107** Les statuts d'une société mutuelle d'assurance ne peuvent être modifiés que par règlement adopté par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Ce règlement doit autoriser un des administrateurs à signer les statuts de modification.

« **93.108** Les statuts de modification sont transmis à l'inspecteur général en deux exemplaires signés par l'administrateur autorisé.

« **93.109** Les statuts de modification doivent être accompagnés:

1° d'une requête demandant la modification des statuts signée par l'administrateur autorisé à signer les statuts de modification;

2° d'une copie certifiée conforme du règlement approuvant les modifications aux statuts;

3° des autres documents prévus par règlement du gouvernement.

« **93.110** Sur réception des statuts de modification, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, l'inspecteur général peut, s'il l'estime opportun, modifier les statuts.

À cette fin, l'inspecteur général, outre la procédure prévue aux paragraphes 3° à 6° du deuxième alinéa de l'article 93.20, inscrit sur chaque exemplaire des statuts de modification la mention « statuts modifiés » et établit en deux exemplaires un certificat attestant la modification et indiquant la date de celle-ci.

La modification prend effet à la date figurant sur le certificat de modification.

« SECTION XV

« MISE À JOUR DES STATUTS

« **93.111** L'inspecteur général peut délivrer des statuts mis à jour à toute société mutuelle d'assurance qui en fait la demande.

À cette fin, l'inspecteur général, outre la procédure prévue aux paragraphes 3° à 5° du deuxième alinéa de l'article 93.20, inscrit sur chaque exemplaire des statuts la mention « statuts mis à jour » et établit en deux exemplaires un certificat attestant la mise à jour des statuts et indiquant la date de leur délivrance.

«**93.112** À compter de la date figurant sur le certificat, les statuts mis à jour remplacent les statuts initiaux de la société mutuelle d'assurance ainsi que leurs modifications.

«**93.113** En cas de différence entre les statuts mis à jour et ceux qu'ils remplacent, les statuts mis à jour prévalent sur ceux qu'ils remplacent pour tout événement survenu à compter de la date figurant sur le certificat, mais les statuts remplacés prévalent sur les statuts mis à jour pour tout événement survenu avant cette date.

«SECTION XVI

«DISSOLUTION

«**93.114** Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, ordonner à ce dernier de dissoudre une société mutuelle d'assurance dans les cas suivants :

- 1° si le nombre de membres devient inférieur à 200;
- 2° si l'assemblée d'organisation n'est pas tenue dans les délais prévus à l'article 93.30;
- 3° si elle n'est pas dissoute dans l'année qui suit l'adoption de la résolution décidant sa liquidation visée à l'article 93.8.

«**93.115** Le ministre peut ordonner à l'inspecteur général de dissoudre une société mutuelle d'assurance dans les cas suivants :

1° si, dans les 60 jours de la ratification de la résolution prévue à l'article 93.7 ou de son exclusion d'une fédération, elle n'a pas adopté un règlement ou une résolution, selon le cas, pour s'affilier à une autre fédération ou demander la constitution d'une nouvelle fédération, fusionner avec une société mutuelle d'assurance, se convertir en compagnie mutuelle d'assurance de dommages ou être liquidée;

2° si elle n'a pu, dans les 120 jours de la ratification de la résolution prévue à l'article 93.7 ou de son exclusion d'une fédération, s'affilier à une autre fédération ou constituer une nouvelle fédération, présenter au ministre une convention de fusion avec une société mutuelle d'assurance ou un règlement de conversion en compagnie mutuelle d'assurance de dommages ou si, à défaut, elle n'a pas adopté une résolution pour être liquidée;

3° si elle n'a pas, dans les 60 jours de la publication de l'avis de liquidation ou de dissolution de la fédération dont elle est membre, adopté une résolution pour s'affilier à une autre fédération, demander la constitution d'une nouvelle fédération, fusionner avec une société

mutuelle d'assurance, se convertir en compagnie mutuelle d'assurance ou être liquidée;

4° si elle n'a pu, dans les 120 jours de la publication de l'avis de liquidation ou de dissolution de la fédération dont elle est membre, s'affilier à une autre fédération, obtenir la constitution d'une nouvelle fédération, fusionner avec une société mutuelle d'assurance, se convertir en compagnie mutuelle d'assurance de dommages ou si, à défaut, elle n'a pas adopté une résolution pour être liquidée.

«**93.116** Le ministre doit, avant d'ordonner à l'inspecteur général de dissoudre une société mutuelle d'assurance, donner à celle-ci ou au liquidateur, selon le cas, avis du défaut reproché et de la sanction dont elle est passible et lui donner l'occasion de présenter des observations écrites dans un délai de 30 jours de la date de l'avis.

Si, après avoir pris connaissance de ces observations, le ministre maintient l'avis de défaut et qu'il n'y est pas remédié dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le ministre ordonne à l'inspecteur général de dissoudre la société mutuelle d'assurance.

«**93.117** L'inspecteur général fait publier à la *Gazette officielle du Québec* un avis de la dissolution de la société mutuelle d'assurance; cette dernière est dissoute à compter de la date de publication de cet avis.

«**93.118** Le curateur public est d'office le curateur aux biens d'une société mutuelle d'assurance dissoute. Il rend compte à l'inspecteur général.

«**93.119** Les articles 399 à 405 s'appliquent à la liquidation des biens d'une société mutuelle d'assurance dissoute en vertu de la présente section.

«**93.120** Toute personne intéressée peut dans les trois ans de la dissolution demander au ministre de la révoquer.

Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, ordonner à ce dernier de révoquer la dissolution rétroactivement à la date de sa prise d'effet, en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre détermine les conditions de la révocation de la dissolution. Toutefois, celle-ci ne peut préjudicier aux droits acquis par toute personne après la dissolution.

« CHAPITRE III.2

« FÉDÉRATIONS DE SOCIÉTÉS MUTUELLES D'ASSURANCE

« SECTION I

« APPLICATION

« **93.121** Les dispositions suivantes s'appliquent aux fédérations de sociétés mutuelles d'assurance compte tenu des adaptations nécessaires: les articles 93.11 et 93.12, les paragraphes 1°, 2° et 5° du premier alinéa de l'article 93.15, les articles 93.16, 93.17, les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 9° du premier alinéa de l'article 93.18, l'article 93.19, le premier alinéa et les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 6° du deuxième alinéa de l'article 93.20, les articles 93.21, 93.25 à 93.32, les paragraphes 1°, 2° et 5° du premier alinéa et le deuxième alinéa de l'article 93.33, le paragraphe 1° de l'article 93.34, les articles 93.35 à 93.38, le premier alinéa de l'article 93.90, les articles 93.92, 93.94 à 93.102, 93.107 à 93.113, 298.1, ainsi que les articles 379 à 386 où toute référence à l'article 378 doit se lire comme étant une référence à l'article 93.192.

« SECTION II

« OBJETS

« **93.122** Une fédération a pour objets:

1° de protéger les intérêts de ses membres, de favoriser l'atteinte de leur objet et de promouvoir leur développement;

2° d'agir sur ses membres comme organisme de surveillance et de contrôle dans la mesure prévue par la présente loi;

3° de fournir à ses membres des services de formation, de promotion, de consultation, d'assistance technique et d'autres services semblables pour exercer leur rôle d'assureur ou toute diversification permise de ce rôle.

« SECTION III

« CONSTITUTION ET RAISON SOCIALE

« **93.123** Seules des sociétés mutuelles d'assurance peuvent être fondatrices d'une fédération.

Un minimum de 12 sociétés mutuelles d'assurance est requis pour demander la constitution d'une fédération.

Une fédération ne peut être constituée à moins qu'une corporation de fonds de garantie ne le soit en même temps.

« **93.124** Pour être fondatrice, une société mutuelle d'assurance doit y être préalablement autorisée par une résolution de son conseil d'administration mentionnant le nom de son représentant aux fins de la constitution de la fédération. Cette résolution doit être ratifiée par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin ou à une assemblée annuelle si l'avis de convocation mentionne l'objet de la résolution.

La société mutuelle d'assurance doit aviser la fédération dont elle est membre de la tenue de cette assemblée. Un représentant de cette fédération peut y assister et y prendre la parole.

« **93.125** Sur réception des statuts, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, l'inspecteur général doit transmettre, dans les meilleurs délais, un avis à la fédération dont les sociétés mutuelles d'assurance requérantes sont membres et à ces dernières leur indiquant un délai dans lequel elles peuvent présenter des observations écrites au ministre.

Après la présentation des observations ou après l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, ordonner à ce dernier de constituer la fédération.

« **93.126** La raison sociale d'une fédération doit comporter les mots « fédération de sociétés mutuelles d'assurance » accompagnés de l'un ou l'autre des termes suivants: « dommage », « générale », « feu », « incendie » ou « I.A.R.D. ».

Elle ne doit pas être susceptible d'être confondue avec une dénomination sociale ou une autre raison sociale.

L'inspecteur général peut, s'il l'estime nécessaire, modifier la raison sociale d'une fédération.

« SECTION IV

« MEMBRES

« **93.127** Seules des sociétés mutuelles d'assurance peuvent être membres d'une fédération.

« **93.128** Pour être membre d'une fédération une société mutuelle d'assurance doit:

1° faire une demande d'admission sauf dans le cas d'une société mutuelle d'assurance fondatrice;

2° s'engager à respecter les règlements de la fédération;

3° être admise par le conseil d'administration de la fédération sauf dans le cas d'une société mutuelle d'assurance fondatrice.

La demande d'admission d'une société mutuelle d'assurance doit être autorisée par une résolution de son conseil d'administration mentionnant le nom de son représentant autorisé à signer la demande et être ratifiée par l'assemblée générale de ses membres suivant les modalités prévues à l'article 93.124.

« **93.129** Une fédération peut accepter une demande d'admission soumise par les membres fondateurs d'une société mutuelle d'assurance.

L'admission prend effet dès que la société mutuelle d'assurance est constituée.

« **93.130** Une fédération peut, par règlement approuvé par l'inspecteur général, établir les normes d'admission de ses membres, leurs droits et obligations en tant que membres et les conditions relatives à leur démission ou exclusion.

« **93.131** La décision d'une fédération relative à l'admission ou à l'exclusion d'une société mutuelle d'assurance doit lui être transmise par poste recommandée ou certifiée. La fédération doit transmettre dans les meilleurs délais une copie de la décision à l'inspecteur général.

« **93.132** Une société mutuelle d'assurance qui se croit lésée par la décision d'une fédération relative à son admission ou à son exclusion peut, dans les 15 jours de la date de l'envoi de la décision, demander par écrit, à l'inspecteur général de réviser cette décision.

La demande de révision de la société suspend la décision de la fédération.

« **93.133** La décision de l'inspecteur général doit être motivée et transmise à la société mutuelle d'assurance et à la fédération par poste recommandée ou certifiée. La décision de l'inspecteur général est finale.

«SECTION V

«ASSEMBLÉE DES MEMBRES

« § 1.— *Assemblée générale*

« **93.134** L'assemblée générale d'une fédération se compose des administrateurs représentant les sociétés mutuelles d'assurance qui en sont membres.

Toutefois, l'assemblée générale d'organisation est constituée des personnes qui ont signé les statuts à titre de représentants. Lors de cette assemblée les représentants doivent nommer le premier vérificateur de la fédération.

« **93.135** Chacune des sociétés mutuelles d'assurance représentée à l'assemblée générale dispose d'un nombre égal de représentants conformément au règlement de régie interne de la fédération.

Chaque représentant n'a droit qu'à une seule voix.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les représentants présents.

« **93.136** L'avis de convocation est donné en la manière prescrite par le règlement de régie interne de la fédération.

Sous réserve du règlement de régie interne, l'avis de convocation à une assemblée doit être donné aux membres au moins 15 jours mais pas plus de 45 jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Cet avis doit indiquer le lieu, la date et l'heure de l'assemblée et, le cas échéant, donner un résumé de tout projet de règlement soumis pour adoption ou de toute modification proposée aux règlements de la fédération.

« **93.137** Un représentant d'une société mutuelle d'assurance peut renoncer à l'avis de convocation. Sa seule présence à l'assemblée équivaut à une renonciation sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant l'irrégularité de sa convocation.

« **93.138** Le quorum à une assemblée doit être égal au nombre de membres du conseil d'administration à moins que le règlement de régie interne ne prévoit un nombre supérieur.

Il n'y a pas quorum si plus de la moitié des représentants présents sont administrateurs, autres mandataires ou membres du personnel salarié de la fédération.

Une assemblée qui a été convoquée à deux reprises et qui n'a pu être tenue faute de quorum peut être convoquée à nouveau. À cette occasion le quorum est constitué des membres présents.

« **93.139** L'assemblée générale adopte un règlement pour fixer le montant global des rémunérations qui peuvent être versées aux administrateurs pour une période déterminée. Un administrateur ne peut toucher aucune rémunération à ce titre avant l'adoption d'un tel règlement.

« § 2.— *Assemblée annuelle*

« **93.140** L'assemblée annuelle d'une fédération doit être tenue dans les trois mois qui suivent la fin de son exercice financier. Les membres y sont convoqués pour :

- 1° prendre connaissance du rapport annuel de la fédération et de celui de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée;
- 2° nommer le vérificateur;
- 3° élire les administrateurs;
- 4° prendre toute autre décision réservée à l'assemblée générale.

« § 3.— *Assemblée spéciale*

« **93.141** Le conseil d'administration, le président ou le vice-président d'une fédération peut décréter la tenue d'une assemblée spéciale lorsqu'il le juge nécessaire.

« **93.142** Le conseil d'administration d'une fédération doit décréter la tenue d'une assemblée spéciale pour toute décision qui requiert le vote d'au moins les deux tiers des membres présents.

Toute modification au règlement de régie interne doit être approuvée par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents.

« **93.143** Le conseil d'administration doit décréter la tenue d'une assemblée spéciale sur requête d'au moins le tiers des membres.

« **93.144** Le secrétaire d'une fédération doit convoquer toute assemblée spéciale.

À défaut par le secrétaire d'agir, le président de la fédération convoque l'assemblée.

«**93.145** Si l'assemblée n'est pas tenue dans les 30 jours de la demande faite par les membres, deux membres signataires de la requête peuvent convoquer l'assemblée.

À moins que les membres ne s'y opposent par résolution lors de l'assemblée ainsi convoquée la fédération rembourse à ceux qui l'ont convoquée les dépenses raisonnables qu'ils ont faites pour tenir l'assemblée.

«**93.146** Seuls les sujets mentionnés dans l'avis de convocation peuvent être l'objet de délibérations et de décisions à une assemblée spéciale.

« SECTION VI

« ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

«**93.147** Les administrateurs d'une fédération sont élus parmi les administrateurs des sociétés mutuelles d'assurance qui en sont membres à moins que le règlement de régie interne ne permette d'élire des membres du personnel salarié de la fédération ou des sociétés mutuelles d'assurance qui en sont membres.

Toutefois, le conseil d'administration ne peut être composé, pour plus du tiers, des membres du personnel salarié de la fédération et des sociétés mutuelles d'assurance qui en sont membres.

Un failli non libéré, un mineur, un interdit ou un faible d'esprit déclaré incapable par un tribunal, même étranger, ne peuvent être administrateurs d'une fédération.

«**93.148** Le règlement de régie interne d'une fédération doit établir notamment:

- 1° le nombre d'administrateurs qui ne peut être inférieur à sept;
- 2° le mode d'élection des administrateurs à l'assemblée annuelle;
- 3° le quorum du conseil d'administration et, le cas échéant, du comité exécutif.

«**93.149** Le président, le vice-président et le secrétaire du conseil d'administration sont respectivement président, vice-président et secrétaire de la fédération.

Toutefois, le règlement de régie interne d'une fédération peut prévoir que le président de son conseil d'administration n'est pas le président de la fédération; ce dernier doit, en ce cas, être choisi par le conseil d'administration parmi les autres administrateurs. Il en est de même

pour le secrétaire de la fédération qui peut toutefois ne pas être un administrateur.

Le règlement de régie interne peut également prévoir que le président de la fédération demeure en fonction jusqu'à l'expiration de son mandat d'administrateur.

« **93.150** Le mandat d'un administrateur est de trois ans.

Un mode de rotation permettant qu'un tiers des administrateurs, à une unité près, soit remplacé chaque année, doit être prévu dans le règlement de régie interne.

À cette fin, la fédération peut diminuer la durée du mandat des administrateurs élus à l'assemblée générale d'organisation ou élus par suite d'une augmentation du nombre des administrateurs.

« **93.151** En cas de vacance les administrateurs peuvent nommer un membre pour la durée non écoulée du mandat. À défaut par eux de le faire avant l'assemblée générale suivante, celle-ci peut alors combler la vacance.

Lorsque le nombre des administrateurs demeurant en fonction n'est pas suffisant pour qu'il y ait quorum un membre du conseil d'administration de la fédération ou deux membres de la fédération peuvent ordonner au secrétaire de convoquer une assemblée spéciale pour combler cette vacance. À défaut par le secrétaire d'agir, ceux-ci peuvent convoquer cette assemblée.

À moins que les membres ne s'y opposent par résolution lors de l'assemblée ainsi convoquée la fédération rembourse à ceux qui l'ont convoquée les dépenses raisonnables qu'ils ont faites pour tenir l'assemblée.

« **93.152** Malgré l'expiration de son mandat un administrateur demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit réélu ou remplacé.

« **93.153** Le directeur général d'une fédération ou d'une société mutuelle d'assurance qui en est membre ne peut être président ou vice-président de cette fédération ni de son conseil d'administration.

« **93.154** Un administrateur qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise avec laquelle la fédération a ou a l'intention d'avoir des relations d'affaires doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

« **93.155** Une fédération assume la défense de ses administrateurs ou dirigeants qui sont poursuivis par un tiers pour un acte accompli

dans l'exercice de leurs fonctions et paye, le cas échéant, les dommages-intérêts résultant de cet acte sauf s'ils ont commis une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, une fédération n'assume que le paiement des dépenses de ses administrateurs ou dirigeants qui avaient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était conforme à la loi ou qui ont été libérés ou acquittés.

Une fédération assume les dépenses de ses administrateurs ou dirigeants qu'elle poursuit pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions si elle n'obtient pas gain de cause et si le tribunal en décide ainsi.

Si la fédération n'obtient gain de cause qu'en partie le tribunal peut déterminer le montant des dépenses qu'elle assume.

« SECTION VII

« COMITÉ EXÉCUTIF

« **93.156** Si le conseil d'administration d'une fédération se compose de plus de huit administrateurs, il peut, s'il y est autorisé par le règlement de régie interne, constituer un comité exécutif d'au moins trois administrateurs, dont le président et le vice-président.

Le nombre des membres du comité exécutif ne peut excéder la moitié du nombre d'administrateurs.

« **93.157** Le comité exécutif exerce les pouvoirs du conseil d'administration dans la mesure déterminée par le règlement de régie interne.

« **93.158** Le conseil d'administration peut remplacer tout membre du comité exécutif.

« **93.159** Les articles 93.90 à 93.98 s'appliquent à la présente section compte tenu des adaptations nécessaires.

« SECTION VIII

« POUVOIRS ET DEVOIRS

« **93.160** Une fédération peut notamment:

1° élaborer des politiques sur toute matière permettant à ses membres de réaliser leur objet;

2° examiner les livres et les comptes de ses membres;

3° exiger de ses membres qu'ils lui soumettent un rapport annuel et des états financiers périodiques ainsi qu'une copie de leurs règlements ou tout autre renseignement utile;

4° faire des conventions avec ses membres pour surveiller, diriger ou gérer leurs affaires pendant une période déterminée;

5° favoriser la formation et l'établissement de sociétés mutuelles d'assurance;

6° fournir aux personnes intéressées des services en vue de la constitution d'une société mutuelle d'assurance;

7° désigner, parmi les assureurs titulaires d'un permis de l'inspecteur général, ceux avec lesquels ses membres peuvent conclure des contrats de réassurance;

8° négocier pour ses membres des ententes de réassurance avec des assureurs titulaires d'un permis émanant de l'inspecteur général;

9° agir à titre d'administrateur provisoire d'un membre aux fins du chapitre X du titre IV;

10° agir à titre de liquidateur ou de séquestre d'un membre;

11° agir à titre de vérificateur de ses membres.

«**93.161** Une fédération peut, par résolution de son conseil d'administration, désigner parmi ses membres ceux qui peuvent:

1° fournir à leurs membres le financement des primes d'assurance;

2° offrir à leurs membres les produits d'une institution financière;

3° gérer des immeubles;

4° exercer toute autre activité que le ministre autorise conformément à l'article 93.162.

De plus, elle détermine les conditions et modalités d'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes 2° et 4° du premier alinéa.

«**93.162** Le ministre peut autoriser une fédération à habilitier ses membres à exercer toute autre activité qu'il détermine.

Il doit publier sa décision à la *Gazette officielle du Québec* dans les 30 jours.

L'inspecteur général est tenu de publier annuellement à la *Gazette officielle du Québec* une liste à jour de toutes les activités autorisées par le ministre.

« **93.163** Une fédération établit par règlement le territoire dans lequel chacun de ses membres exerce ses activités.

Toutefois, aucune modification au territoire d'une société mutuelle d'assurance n'affecte le statut d'un membre.

« **93.164** Une fédération peut par règlement adopter des normes applicables à ses membres et portant sur:

- 1° leur mode de comptabilité;
- 2° les risques et le plein de conservation;
- 3° tout sujet en matière financière ou administrative.

« **93.165** Une fédération doit vérifier chaque année les livres et comptes de ses membres. Cette vérification peut être effectuée par des employés de la fédération ou par une personne mandatée à cet effet par la fédération.

« **93.166** Une fédération doit procéder ou faire procéder à l'inspection des affaires de ses membres au moins une fois tous les trois ans ou chaque fois qu'elle juge qu'une inspection de ce genre est nécessaire pour la protection des assurés.

« **93.167** L'inspection d'une société mutuelle d'assurance a notamment pour but d'évaluer sa structure administrative ainsi que les mesures que son conseil d'administration a prises en vue d'assurer la conduite ordonnée et efficace de ses affaires, la protection de ses biens, la fiabilité de ses livres et documents comptables, la disponibilité d'une information financière fiable et l'observance de la présente loi, de ses règlements et des directives écrites de l'inspecteur général.

« **93.168** La fédération rend compte de son inspection à l'inspecteur général. Elle rend compte également de son inspection au conseil d'administration de la société mutuelle d'assurance et à cette fin elle peut convoquer les membres de ce conseil pour leur soumettre et leur expliquer son rapport d'inspection.

« **93.169** La fédération peut, à la suite de l'inspection d'une société mutuelle d'assurance, ordonner la convocation d'une assemblée spéciale des membres de la société pour leur communiquer l'information jugée pertinente.

« **93.170** Une fédération a accès en tout temps aux livres, registres, comptes et autres dossiers de ses membres et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen. Elle peut prendre copie de tous ces documents.

Une fédération peut aussi exiger des administrateurs et des employés de ses membres les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

« **93.171** Une fédération peut fixer, pour chaque exercice financier, une cotisation de base et toute autre cotisation qu'elle juge nécessaire.

Toute société mutuelle d'assurance membre de la fédération est tenue de payer ces cotisations.

« **93.172** Une fédération peut également fixer une cotisation à l'égard d'un membre qui convient de se prévaloir de services particuliers offerts par la fédération.

« **93.173** La fédération peut exiger de ses membres les rapports qui lui sont nécessaires pour fixer le montant des cotisations.

La forme et la teneur de ces rapports ainsi que le moment où ils doivent être faits et transmis sont déterminés par la fédération.

« SECTION IX

« FONDS DE PLACEMENT

« **93.174** Une fédération peut établir et administrer un fonds de placement.

« **93.175** Le fonds est constitué des sommes qui sont confiées à la fédération par ses membres pour fins de placement.

Les sommes ainsi confiées constituent une participation de chaque société mutuelle d'assurance participante dans l'avoir net et dans les revenus nets du fonds et les sociétés participantes s'en partagent les revenus nets au prorata de leur participation aux époques que détermine la fédération par règlement.

« **93.176** La fédération détermine par règlement les modalités de participation d'un membre au fonds.

« **93.177** L'actif du fonds est distinct de celui de la fédération.

La participation d'un membre constitue une créance contre la fédération pour sa valeur nette.

Toutefois aucun autre créancier de la fédération n'a de droit sur l'actif du fonds.

« **93.178** L'actif du fonds doit être désigné dans les livres, registres et comptes de la fédération de manière à être séparé de celui de la fédération.

«**93.179** Le gouvernement détermine par règlement les placements qui peuvent être faits à même le fonds, les époques et le mode d'évaluation du fonds et les normes relatives à la divulgation financière aux membres participants.

«SECTION X

«LIVRES, VÉRIFICATION ET RAPPORT ANNUEL

«**93.180** Une fédération doit tenir et conserver à son siège social:

1° ses statuts et les certificats de l'inspecteur général les accompagnant;

2° ses règlements;

3° les procès-verbaux des assemblées des membres;

4° les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et le cas échéant du comité exécutif;

5° un registre des nom, prénom, adresse et profession des administrateurs.

Les membres de la fédération peuvent consulter le registre et les documents mentionnés aux paragraphes 1° à 3° et 5° du premier alinéa au siège social de la fédération pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

«**93.181** Une fédération doit tenir les livres établissant la nature de ses opérations selon les pratiques comptables généralement reconnues.

«**93.182** Les comptes d'une fédération sont arrêtés à la clôture de l'exercice financier et, dans les deux mois qui suivent, le conseil d'administration prépare un rapport annuel dans lequel doivent figurer notamment:

1° les nom, prénom, adresse et profession des administrateurs;

2° le bilan, l'état des résultats et l'état de l'évolution de la situation financière;

3° le rapport du vérificateur.

La fédération doit, dans les meilleurs délais, transmettre à ses membres un exemplaire du rapport annuel.

«**93.183** Une fédération doit faire vérifier chaque année ses livres et comptes par un vérificateur indépendant.

« **93.184** À défaut par une fédération de faire vérifier ses livres et comptes l'inspecteur général peut nommer un vérificateur et fixer la rémunération que la fédération doit verser à ce dernier.

« **93.185** Le vérificateur a accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers d'une fédération et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen.

Il peut aussi exiger des administrateurs et des employés les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

« SECTION XI

« ETAT DES OPERATIONS ET INSPECTION

« **93.186** Une fédération doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, transmettre à l'inspecteur général un état de ses opérations pour l'exercice financier écoulé, préparé selon la forme prescrite par l'inspecteur général.

« **93.187** L'état des opérations doit exposer la situation financière de la fédération et comprendre les informations et documents qui doivent figurer dans le rapport annuel ainsi que les renseignements requis par l'inspecteur général.

« **93.188** L'état des opérations doit être certifié sous serment par au moins deux administrateurs de la fédération et être accompagné d'un rapport du vérificateur à l'inspecteur général attestant de l'étendue de sa vérification et de son opinion sur la situation financière de la fédération.

« **93.189** L'inspecteur général doit procéder ou faire procéder à l'inspection des affaires d'une fédération au moins une fois tous les trois ans ou chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection des intérêts des membres.

« **93.190** Toute personne qui procède à l'inspection d'une fédération a accès en tout temps à ses livres, registres, comptes et autres dossiers et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen. Elle peut prendre copie de tous ces documents.

Elle peut aussi exiger des administrateurs et des employés les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

« **93.191** L'inspecteur général peut exiger en tout temps d'une fédération la production de tout rapport ou état.

« SECTION XII

« ADMINISTRATION PROVISOIRE ET LIQUIDATION

« §1. — *Administration provisoire*

« **93.192** L'inspecteur général ou à sa demande ou en son absence ou en son incapacité, toute personne désignée par le ministre peut, à la suite d'une inspection faite conformément à la présente loi ou de la production de tout rapport ou état ou à la suite d'une demande faite par le tiers des membres d'une fédération, en assumer provisoirement l'administration pour une période de sept jours ouvrables, s'il a raison de croire :

1° que l'actif du fonds de placement de la fédération a fait l'objet d'un détournement ou s'il constate une absence inexplicable d'éléments de l'actif;

2° qu'il y a eu faute grave, notamment malversation ou abus de confiance d'un ou de plusieurs administrateurs ou que le conseil a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi ou se livre à des pratiques administratives ou financières mettant en danger les droits des membres;

3° que la fédération a été négligente dans l'exercice de ses pouvoirs et devoirs de surveillance et de contrôle de ses membres.

L'administrateur provisoire peut autoriser les personnes qu'il désigne à exercer les fonctions qu'il détermine.

« **93.193** L'administration provisoire d'une fédération emporte celle de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée.

L'administrateur provisoire assume également l'administration de la corporation de fonds de garantie.

« **93.194** Après avoir reçu le rapport prévu à l'article 386, le gouvernement peut, tant à l'égard de la fédération que de la corporation de fonds de garantie, décider :

1° de lever la suspension des administrateurs;

2° d'ordonner la tenue d'une assemblée spéciale des membres pour remplacer les administrateurs;

3° d'ordonner aux conditions qu'il détermine la liquidation et nommer un liquidateur;

4° d'ordonner à l'administrateur provisoire de prolonger son administration pour la période que détermine le ministre;

5° de mettre fin à l'administration provisoire.

Tout décret adopté en vertu du présent article doit faire l'objet d'un avis publié dans les meilleurs délais à la *Gazette officielle du Québec*.

« **93.195** Les membres d'une fédération doivent être avisés par le liquidateur, dans les meilleurs délais, de la décision du gouvernement d'ordonner sa liquidation.

« **93.196** La liquidation d'une fédération emporte celle de son fonds de placement ainsi que la liquidation de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée.

Le liquidateur de la fédération assume également la liquidation du fonds de placement et de la corporation de fonds de garantie selon les mêmes règles.

« **93.197** La décision du gouvernement de liquider une fédération a le même effet qu'une ordonnance rendue par un juge de la Cour supérieure en vertu de l'article 25 de la Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4).

La décision du gouvernement est sans appel.

Cependant, le ministre peut mettre fin à la liquidation si l'intérêt des membres d'une fédération le justifie.

« **93.198** La décision du gouvernement de liquider une fédération prend effet 60 jours après la publication de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 93.194.

« § 2. — *Liquidation volontaire*

« **93.199** Sous réserve de la présente loi et compte tenu des adaptations nécessaires les dispositions des sections II et III de la Loi sur la liquidation des compagnies s'appliquent à une fédération et à la corporation de fonds de garantie qui lui est liée.

« **93.200** Une fédération peut décider sa liquidation et sa dissolution par une résolution adoptée par le vote d'au moins les trois quarts des membres présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Cette assemblée nomme ensuite, par une résolution adoptée à la majorité des voix exprimées par les membres présents, un ou des

liquidateurs qui ont droit à la possession des biens de la fédération à la prise d'effet de la liquidation.

« **93.201** À compter de la prise d'effet de la liquidation toute action ou procédure visant les biens meubles ou immeubles de la fédération, notamment par voie de saisie-arrêt, saisie avant jugement ou saisie-exécution doit être suspendue.

Les frais engagés par un créancier après qu'il a eu connaissance de la liquidation, par lui-même ou par son procureur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de la fédération qui est distribué en raison de la liquidation.

Un juge de la Cour supérieure du district où est situé le siège social de la fédération peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction ou la continuation de toute action ou procédure.

« **93.202** La fédération doit, dans les meilleurs délais, transmettre un avis de la liquidation à l'inspecteur général et lui faire parvenir une copie certifiée conforme de la résolution de liquidation adoptée conformément à l'article 93.200. Un tel avis doit également être transmis dans les meilleurs délais par poste recommandée ou certifiée à chaque membre et publié à la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un quotidien atteignant la localité où la fédération a son siège social.

Cet avis doit indiquer que la liquidation de la fédération emporte celle de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée; il indique également le nom et l'adresse du ou des liquidateurs ainsi que l'adresse postale où les intéressés peuvent leur transmettre leurs réclamations.

« **93.203** La liquidation de la fédération prend effet 60 jours à compter de la date de la publication de l'avis de liquidation. La fédération n'existe et ne fait ensuite d'opérations que dans le but de liquider ses affaires.

« **93.204** Avant de prendre possession des biens de la fédération le liquidateur doit donner un cautionnement suffisant pour garantir l'accomplissement de ses fonctions. A la demande de l'inspecteur général ou de tout autre intéressé un juge de la Cour supérieure peut déterminer le montant et la nature de ce cautionnement et l'augmenter selon les circonstances.

« **93.205** Le liquidateur agit sous le contrôle et la direction de l'inspecteur général qui peut, même s'il n'allègue aucun intérêt particulier, agir en justice en tout ce qui se rapporte à la liquidation et exercer, pour le compte de tout membre ou créancier de la fédération, les droits qu'ils possèdent contre cette dernière.

« **93.206** L'actif du fonds de placement est distribué aux membres participants au prorata de leur participation.

« **93.207** Les créances suivantes sont, par préférence aux autres créances, prioritaires dans l'ordre suivant:

1° les frais et honoraires de la liquidation;

2° les salaires et gages des membres du personnel salarié de la fédération jusqu'à concurrence de trois mois de salaire impayé.

« **93.208** Le liquidateur doit, dans les sept jours qui suivent l'expiration de toute période de trois mois, faire à l'inspecteur général un rapport sommaire de ses activités pour cette période. Ce rapport doit indiquer les encaissements et dépenses de la liquidation ainsi que l'état de son actif et de son passif à la fin de cette période.

« **93.209** La liquidation volontaire d'une fédération emporte celle de son fonds de placement ainsi que la liquidation de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée.

La corporation de fonds de garantie est en liquidation 60 jours à compter de la date de publication de l'avis de liquidation de la fédération. Elle n'existe et ne fait ensuite d'opérations que dans le but de liquider ses affaires.

Le liquidateur de la fédération assume également la liquidation du fonds de placement et de la corporation de fonds de garantie.

Les dispositions des articles 93.201, 93.204, 93.205, 93.207 et 93.208 s'appliquent à la liquidation de la corporation compte tenu des adaptations nécessaires.

« SECTION XIII

« DISSOLUTION

« **93.210** Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, ordonner à ce dernier de dissoudre une fédération dans les cas suivants:

1° si le nombre de ses membres devient inférieur à 12;

2° si l'assemblée d'organisation n'est pas tenue dans les délais prévus à l'article 93.30;

3° si elle a omis pendant deux années consécutives de tenir son assemblée annuelle.

«**93.211** Avant d'ordonner à l'inspecteur général de dissoudre une fédération le ministre doit donner à celle-ci avis du défaut reproché et de la sanction dont elle est passible et lui donner l'occasion de présenter des observations écrites dans un délai de 30 jours de la date de l'avis.

Si, après avoir pris connaissance de ces observations, le ministre maintient l'avis de défaut et qu'il n'y est pas remédié dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le ministre peut ordonner à l'inspecteur général de dissoudre la fédération.

«**93.212** L'avis de défaut visé au premier alinéa de l'article 93.211 est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

«**93.213** La dissolution d'une fédération emporte celle de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée.

«**93.214** L'inspecteur général fait publier à la *Gazette officielle du Québec* un avis de la dissolution de la fédération et de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée; ces dernières sont dissoutes 60 jours après la date de la publication de cet avis.

«**93.215** Le curateur public est d'office le curateur aux biens de la fédération et du fonds de placement ainsi qu'aux biens de la corporation de fonds de garantie. Il rend compte à l'inspecteur général.

«**93.216** Le solde de l'actif de la fédération dissoute et celui de la corporation de fonds de garantie dissoute sont dévolus à leurs membres.

L'actif du fonds de placement est dévolu aux membres participants au prorata de leur participation.

«**93.217** Toute personne intéressée peut dans les trois ans de la dissolution demander au ministre de la révoquer.

Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, ordonner à ce dernier de révoquer la dissolution rétroactivement à la date de sa prise d'effet, en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre détermine les conditions de la révocation de la dissolution. Toutefois, celle-ci ne peut préjudicier aux droits acquis par toute personne après la dissolution.

«CHAPITRE III.3

«CORPORATIONS DE FONDS DE GARANTIE

«SECTION I

«APPLICATION

«**93.218** Les dispositions suivantes s'appliquent à la corporation de fonds de garantie compte tenu des adaptations nécessaires: les articles 93.11 et 93.12, les paragraphes 1°, 2° et 5° du premier alinéa de l'article 93.15, les articles 93.16, 93.17, les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 9° du premier alinéa de l'article 93.18, l'article 93.19, le premier alinéa et les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 6° du deuxième alinéa de l'article 93.20, les articles 93.21, 93.35 à 93.38, 93.92 à 93.98, 93.108 à 93.113, 93.156 à 93.159 ainsi que les articles 379 à 386 où toute référence à l'article 378 doit se lire comme étant une référence à l'article 93.269.

«SECTION II

«CONSTITUTION, RAISON SOCIALE ET STATUTS

«**93.219** Les sociétés mutuelles d'assurance fondatrices d'une fédération doivent demander la constitution d'une corporation de fonds de garantie pour les objets suivants:

1° établir et administrer un fonds de garantie, de liquidité ou d'entraide pour le bénéfice de ses membres;

2° aider au paiement des pertes subies par les membres d'une société mutuelle d'assurance membre de la corporation de fonds de garantie, lors de la liquidation ou de la dissolution de la société.

«**93.220** Une corporation ne peut être constituée que si les sociétés mutuelles d'assurance fondatrices de la fédération ont souscrit et payé un montant déterminé par l'inspecteur général pour établir son capital.

«**93.221** La raison sociale d'une corporation de fonds de garantie doit comprendre les mots « corporation de fonds de garantie »; elle doit de plus inclure la raison sociale de la fédération à laquelle ses membres sont affiliés ou une mention l'identifiant.

«**93.222** Aucune corporation, autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente section, ne peut inclure dans sa raison sociale ou sa dénomination sociale l'expression « corporation de fonds de garantie ».

«**93.223** Les statuts d'une corporation de fonds de garantie ne peuvent être modifiés que par résolution adoptée par le vote d'au moins

les deux tiers des administrateurs présents à une réunion convoquée à cette fin. Cette résolution doit autoriser un des administrateurs à signer les statuts de modification.

« SECTION III

« CAPITAL

« **93.224** Le capital d'une corporation est constitué des montants versés par chacun de ses membres à titre de participation au capital.

Ce capital doit être au moins égal au montant déterminé par l'inspecteur général lors de la constitution de la corporation ou à tout autre montant que détermine l'inspecteur général lorsqu'il l'estime nécessaire.

Ce capital ne peut être entamé qu'en cas de liquidation ou de dissolution d'un membre de la corporation.

« **93.225** Une corporation doit, lorsque son capital devient inférieur à tout montant déterminé par l'inspecteur général, exiger de ses membres tout montant additionnel que ceux-ci doivent verser afin que le capital de la corporation soit au moins égal au montant déterminé par l'inspecteur général.

Les administrateurs déterminent par résolution les critères permettant de fixer ce montant additionnel et les modalités de paiement.

Cette résolution doit être approuvée par l'inspecteur général.

« **93.226** Une corporation transmet annuellement à chaque membre un certificat indiquant le total des montants qu'il a versé à titre de participation depuis qu'il en est membre et le pourcentage de sa participation au capital.

« **93.227** En cas de liquidation ou de dissolution d'un membre, de sa démission ou de son exclusion de la fédération à laquelle la corporation est liée, ce membre peut demander le remboursement de sa participation au capital.

Sauf en cas de liquidation ou de dissolution d'une corporation le remboursement de la participation d'un membre au capital s'effectue au moindre des montants suivants:

1° le total des montants versés à titre de participation;

2° le montant obtenu en multipliant l'excédent de l'actif de la corporation sur son passif par le pourcentage de la participation de ce membre au capital.

La demande de remboursement d'un membre s'effectue au moyen d'un avis écrit transmis à la corporation au moins 90 jours avant le 31 décembre de l'année en cours.

Le remboursement ne peut être effectué qu'à compter du 1^{er} janvier suivant.

«SECTION IV

« MEMBRES

«**93.228** Les sociétés mutuelles d'assurance membres d'une fédération sont membres de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée. Elles demeurent membres de la corporation tant qu'elles sont membres de la fédération.

«SECTION V

«CONSEIL D'ADMINISTRATION

«**93.229** Une corporation de fonds de garantie est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins sept personnes nommées par le conseil d'administration de la fédération à laquelle elle est liée.

Ne peuvent être administrateurs:

- 1° un mineur;
- 2° un interdit, un faible d'esprit déclaré incapable par un tribunal même étranger;
- 3° un failli non libéré.

«**93.230** Les premiers administrateurs sont nommés lors de la première réunion du premier conseil d'administration de la fédération.

Dans les 30 jours qui suivent cette réunion, la fédération transmet à l'inspecteur général une liste des administrateurs nommés contenant leurs nom, prénom, adresse et profession.

«**93.231** Le président de la fédération décrète la date de la première réunion du conseil d'administration.

Lors de sa première réunion le conseil d'administration adopte le règlement de régie interne de la corporation et nomme le premier vérificateur.

Dans les 30 jours qui suivent cette réunion, la corporation transmet à l'inspecteur général le nom et l'adresse du vérificateur.

« **93.232** Les administrateurs élisent un président et un vice-président de la corporation et tout autre dirigeant dont le règlement de régie interne de la corporation prévoit l'élection.

« **93.233** Le conseil d'administration se réunit aux époques et selon les modalités prévues au règlement de régie interne de la corporation. Sous réserve du règlement de régie interne, la réunion est convoquée par avis donné au moins cinq jours avant la date fixée pour sa tenue.

« **93.234** Un administrateur demeure en fonction durant trois ans à moins qu'il ne soit remplacé avant l'expiration de cette période par le conseil d'administration de la fédération.

« **93.235** Malgré l'expiration de son mandat un administrateur demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé par le conseil d'administration de la fédération.

« **93.236** Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un administrateur est comblée par le conseil d'administration de la fédération pour la durée non écoulée de son mandat.

« **93.237** Le montant global des rémunérations qui peuvent être versées aux administrateurs pour une période déterminée doit être fixé par le conseil d'administration de la fédération. Un administrateur ne peut toucher aucune rémunération à ce titre avant l'adoption d'une résolution à cet effet.

« **93.238** Un administrateur qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise avec laquelle la corporation a ou a l'intention d'avoir des relations d'affaires doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

« **93.239** Une corporation de fonds de garantie assume la défense de ses administrateurs ou dirigeants qui sont poursuivis par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions et paye, le cas échéant, les dommages-intérêts résultant de cet acte sauf s'ils ont commis une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, une corporation n'assume que le paiement des dépenses de ses administrateurs ou dirigeants qui avaient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était conforme à la loi ou qui ont été libérés ou acquittés.

Une corporation assume les dépenses de ses administrateurs ou dirigeants qu'elle poursuit pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions si elle n'obtient pas gain de cause et si le tribunal en décide ainsi.

Si la corporation n'obtient gain de cause qu'en partie, le tribunal peut déterminer le montant des dépenses qu'elle assume.

«SECTION VI

«COTISATION

«**93.240** Pour chaque exercice financier une corporation peut fixer et recouvrer de ses membres une cotisation que ceux-ci doivent payer.

«**93.241** Le montant de la cotisation est établi pour chaque membre à partir de rapports que celui-ci doit soumettre à la corporation en la forme et teneur et au moment que la corporation peut déterminer par règlement.

Une corporation peut aussi prévoir par règlement les modalités relatives au paiement de la cotisation.

«SECTION VII

«POUVOIRS ET DEVOIRS

«**93.242** Une corporation peut dans la poursuite de ses objets:

- 1° consentir des prêts et accorder des subventions à ses membres;
- 2° garantir le remboursement d'une avance ou d'un prêt consenti à un membre;
- 3° conclure un accord avec un membre pour gérer ses affaires durant une période déterminée;
- 4° agir à titre d'administrateur provisoire d'un membre aux fins du chapitre X du titre IV;
- 5° acquérir l'actif d'un membre;
- 6° agir à titre de liquidateur ou de séquestre d'un membre;
- 7° verser à ses membres au prorata de leur participation au capital des ristournes à même ses surplus accumulés.

«**93.243** Une corporation doit payer dans les trois ans après que les actifs d'un membre ont été liquidés, sur présentation par un assuré des pièces justificatives:

- 1° le solde de toute créance fondée sur la réalisation avant la date de la liquidation ou de la dissolution du risque pris en charge par le membre;

2° le solde de toute créance de l'assuré en recouvrement de la valeur de ses polices ou en remboursement de primes versées à l'égard de risques ayant cessé d'être assurés par suite de la liquidation ou de la dissolution du membre.

La corporation n'est tenue à cette obligation qu'envers un assuré qui a valablement produit sa réclamation auprès du liquidateur ou du curateur public selon le cas.

«**93.244** Une corporation peut, pour venir en aide à un membre, acquérir de ce dernier des parts que la société mutuelle d'assurance peut racheter. Malgré l'article 93.52, la corporation peut se faire rembourser ses parts privilégiées en tout temps.

Toutefois, le montant annuel des parts ainsi remboursées ou rachetées doit être limité au moindre des montants suivants:

1° le solde des parts privilégiées non rachetées;

2° 50% du bénéfice net réalisé par le membre au cours de l'exercice financier;

3° le montant supérieur à l'excédent de l'actif sur le passif du membre requis conformément à l'article 275.

«**93.245** Une corporation peut, à l'occasion d'un prêt ou d'une subvention à un membre ou de l'achat de parts privilégiées d'un membre, déterminer les mesures qui devront être prises par ce membre afin de corriger certaines de ses pratiques financières et administratives.

«SECTION VIII

«PLACEMENTS

«**93.246** Sous réserve de l'article 93.244, une corporation ne peut faire aucun placement autres que ceux visés dans la présente section.

«**93.247** Une corporation peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance:

1° émis ou garantis par le Québec ou le Canada;

2° émis par une corporation, une commission ou une association dont 90% au moins des actions, du capital ou des biens font partie du domaine public du Québec;

3° émis par une corporation municipale ou scolaire du Québec;

4° garantis par le transport à un fiduciaire d'un engagement du Québec de verser chaque année des subventions suffisantes pour l'acquittement des intérêts et du principal à leurs échéances respectives;

5° émis par un pouvoir public ayant pour objet d'exploiter un service public et investi du droit d'imposer un tarif pour ce service.

«**93.248** Une corporation peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis par une corporation constituée au Canada et faisant affaires au Québec:

1° s'ils sont garantis par privilège ou hypothèque de premier rang sur des biens-fonds et de l'outillage, ou par nantissement de titres de créance admissibles comme placements en vertu de la présente section;

2° s'ils sont garantis par privilège de premier rang sur de l'outillage et si la corporation a intégralement acquitté les intérêts sur ses autres dettes au cours des dix années précédant l'acquisition; ou

3° si les actions ordinaires de la corporation sont inscrites à une bourse canadienne reconnue et si la corporation a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions ordinaires un dividende d'au moins 4% de leur valeur comptable.

«**93.249** Une corporation peut acquérir et détenir des actions privilégiées entièrement acquittées, émises par une corporation constituée au Canada et faisant affaires au Québec:

1° si la corporation qui les a émises a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions privilégiées émises et non rachetées un dividende au moins égal au taux spécifié pour ces actions;

2° si la corporation a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions ordinaires un dividende d'au moins 4% de leur valeur comptable; et

3° si ces actions privilégiées sont inscrites à une bourse canadienne reconnue.

«**93.250** Une corporation peut acquérir et détenir des actions ordinaires entièrement acquittées émises par une corporation constituée au Canada et faisant affaires au Québec, si ces actions sont inscrites à une bourse canadienne reconnue et si la corporation qui les a émises a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions ordinaires un dividende d'au moins 4% de leur valeur comptable.

«**93.251** Une corporation peut acquérir et détenir des créances garanties par hypothèque sur des biens-fonds situés au Québec:

1° si le paiement des intérêts et du principal de ces créances est garanti ou assuré par le Québec ou le Canada;

2° s'il s'agit d'une hypothèque de premier rang et si le montant de la créance n'est pas supérieur à 75% de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement; ou

3° s'il s'agit d'une hypothèque de premier rang et si l'excédent de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement, sur 75% de cette valeur, est garanti ou assuré par le Québec, le Canada, la Société canadienne d'hypothèque et de logement, la Société d'habitation du Québec ou par une police d'assurance hypothécaire délivrée par une compagnie d'assurance titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi.

«**93.252** Une corporation peut, afin d'assurer le paiement total ou partiel de toute somme qui lui est due, acquérir les biens-fonds en garantissant le paiement. Cependant, elle doit disposer des biens-fonds ainsi acquis dans un délai de sept ans sauf sursis accordé par l'inspecteur général.

«**93.253** Une corporation peut faire des dépôts dans une banque ou une institution inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26).

«**93.254** Une corporation ne peut dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente section:

1° investir plus de 25% de son actif dans des placements visés aux articles 93.249 et 93.250;

2° acquérir plus de 5% des actions d'une même corporation.

De plus, une corporation ne peut acquérir des actions, obligations ou autres titres de créance d'une corporation qui est en défaut de payer les dividendes prescrits sur ses actions ou les intérêts sur ses obligations ou autres titres sauf s'il s'agit de parts privilégiées émises par l'un de ses membres.

« SECTION IX

« LIVRES, VÉRIFICATION ET RAPPORT ANNUEL

«**93.255** Une corporation doit tenir et conserver à son siège social:

1° ses statuts et ses règlements;

2° les procès-verbaux des assemblées et des réunions du conseil d'administration et le cas échéant du comité exécutif;

3° un registre des nom, prénom, adresse et profession des administrateurs.

Les membres de la corporation peuvent consulter les statuts et les règlements de la corporation de même que le registre au siège social de la corporation pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

« **93.256** Une corporation doit tenir les livres établissant la nature de ses opérations selon les pratiques comptables généralement reconnues.

« **93.257** L'exercice financier d'une corporation est le même que celui de la fédération à laquelle elle est liée.

« **93.258** Une corporation doit faire vérifier chaque année ses livres et comptes par un vérificateur indépendant.

« **93.259** À défaut par une corporation de faire vérifier ses livres et comptes l'inspecteur général peut nommer un vérificateur et fixer la rémunération que la corporation doit lui verser.

« **93.260** Le vérificateur a accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers d'une corporation et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen.

Il peut aussi exiger des administrateurs et des employés les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

« **93.261** Les comptes d'une corporation sont arrêtés à la clôture de l'exercice financier et, dans les deux mois qui suivent, le conseil d'administration prépare un rapport annuel dans lequel doivent figurer notamment:

- 1° la participation de chaque membre au capital;
- 2° les nom, prénom, adresse et profession des administrateurs;
- 3° le bilan, l'état des résultats, l'état de l'évolution de la situation financière et l'état du surplus;
- 4° le rapport du vérificateur.

La corporation doit dans les meilleurs délais transmettre à ses membres un exemplaire du rapport annuel.

« **93.262** La corporation doit transmettre dans les meilleurs délais un exemplaire de son rapport annuel à la fédération à laquelle elle est liée.

« SECTION X

« ÉTAT DES OPÉRATIONS ET INSPECTION

« **93.263** Une corporation doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, transmettre à l'inspecteur général un état de ses opérations pour l'exercice financier écoulé, préparé selon la forme prescrite par l'inspecteur général.

« **93.264** L'état des opérations doit exposer la situation financière de la corporation et comprendre les informations et documents qui doivent figurer dans le rapport annuel ainsi que les renseignements requis par l'inspecteur général.

« **93.265** L'état des opérations doit être certifié sous serment par au moins deux administrateurs de la corporation et être accompagné d'un rapport du vérificateur à l'inspecteur général attestant de l'étendue de sa vérification et de son opinion sur la situation financière de la corporation.

« **93.266** L'inspecteur général doit procéder ou faire procéder à l'inspection des affaires d'une corporation au moins une fois tous les trois ans ou chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection des intérêts des membres.

« **93.267** Toute personne qui procède à l'inspection d'une corporation a accès en tout temps à ses livres, registres, comptes et autres dossiers et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen. Elle peut prendre copie de tous ces documents.

Elle peut aussi exiger des administrateurs et des employés les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

« **93.268** L'inspecteur général peut exiger en tout temps d'une corporation la production de tout rapport ou état.

« SECTION XI

« ADMINISTRATION PROVISoire ET LIQUIDATION

« **93.269** L'inspecteur général ou à sa demande ou en son absence ou en son incapacité, toute personne désignée par le ministre peut, à la suite d'une inspection faite conformément à la présente loi ou de la production de tout rapport ou état ou à la suite d'une demande faite par le tiers des membres d'une corporation, en assumer provisoirement l'administration pour une période de sept jours ouvrables, s'il a raison de croire:

1° que l'actif a fait l'objet d'un détournement ou s'il constate une absence inexplicable d'éléments de l'actif;

2° que l'actif est insuffisant pour assurer efficacement la protection des membres;

3° que le capital a été entamé autrement qu'en cas de liquidation ou de dissolution d'un membre;

4° qu'il y a eu faute grave, notamment malversation ou abus de confiance d'un ou de plusieurs administrateurs ou que le conseil a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi ou se livre à des pratiques administratives mettant en danger les droits des membres.

L'administrateur provisoire peut autoriser les personnes qu'il désigne à exercer les fonctions qu'il détermine.

«**93.270** L'administration provisoire d'une corporation emporte celle de la fédération à laquelle elle est liée.

L'administrateur provisoire assume également l'administration de la fédération.

«**93.271** Après avoir reçu le rapport prévu à l'article 386, le gouvernement peut, tant à l'égard de la corporation de fonds de garantie que de la fédération, décider:

1° de lever la suspension des administrateurs;

2° d'ordonner au conseil d'administration de la fédération de remplacer les administrateurs de la corporation;

3° d'ordonner aux conditions qu'il détermine la liquidation et nommer un liquidateur;

4° d'ordonner à l'administrateur provisoire de prolonger son administration pour la période que détermine le ministre;

5° de mettre fin à l'administration provisoire.

Tout décret adopté en vertu du présent article doit faire l'objet d'un avis publié dans les meilleurs délais à la *Gazette officielle du Québec*.

«**93.272** Les membres d'une corporation doivent être avisés par le liquidateur, dans les meilleurs délais, de la décision du gouvernement d'ordonner sa liquidation.

«**93.273** La liquidation d'une corporation emporte celle de la fédération à laquelle elle est liée ainsi que celle du fonds de placement de cette dernière.

Le liquidateur de la corporation assume également la liquidation de la fédération qui lui est liée ainsi que la liquidation du fonds de placement de cette dernière selon les mêmes règles. ».

7. L'intitulé du chapitre IV du titre III de cette loi est remplacé par le suivant:

«CONSTITUTION ET ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS
DE SECOURS MUTUELS».

8. L'intitulé de la section I du chapitre IV du titre III de cette loi est remplacé par le suivant:

«CONSTITUTION».

9. Les articles 95 et 96 sont remplacés par les suivants:

«**95.** Le ministre peut, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, autoriser la constitution d'une société de secours mutuels.

«**96.** Un minimum de 500 personnes doivent signer, en double exemplaire et devant témoins, une déclaration de constitution d'une société de secours mutuels. ».

10. L'article 97 de cette loi est abrogé.

11. L'article 98 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**98.** La déclaration de constitution doit donner tous les renseignements exigés par règlement du gouvernement et préciser la raison sociale de la société envisagée, le lieu de son siège social, les nom, prénom, profession et domicile des signataires et de la personne provisoirement désignée comme secrétaire pour la remise des exemplaires de la déclaration à l'inspecteur général et pour la convocation de l'assemblée d'organisation prévue à l'article 104, les modalités de cette convocation ainsi que les domaines d'activité devant faire l'objet de sa garantie.

La déclaration doit être accompagnée des documents exigés par règlement du gouvernement.

De plus, la déclaration doit être accompagnée de précisions sur les tarifs devant être appliqués et les indemnités devant être versées, ces précisions devant, par surcroît, être attestées conformes aux principes actuariels dans un certificat portant la signature d'un actuaire. ».

12. L'article 101 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « formation » par le mot « constitution ».

13. L'article 102 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Dès la publication de cet avis la société de secours mutuels est une corporation. ».

14. L'article 103 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **103.** La publication de l'avis établit la preuve de sa constitution et de l'existence de la société ainsi que de sa raison sociale. ».

15. Les articles 106 à 108 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **106.** La raison sociale d'une société de secours mutuels ne doit pas être susceptible de confusion avec celle d'une autre association, société ou corporation.

Elle doit toujours comporter les mots « société de secours mutuels ».

Le présent article ne s'applique pas aux corporations constituées avant le 20 octobre 1976.

« **107.** Seules les sociétés de secours mutuels peuvent employer, dans leur raison sociale ou dans le cadre de leurs activités, les mots « société de secours mutuels », sauf dans la mesure déterminée par règlement du gouvernement.

« **108.** Aucune société de secours mutuels ne peut dans le cours de ses activités se servir d'une raison sociale autre que celle qui lui est donnée dans la déclaration, sauf en cas de modification apportée par application de l'article 121, auquel cas elle ne peut utiliser que sa nouvelle raison sociale. ».

16. Les articles 110 et 112 de cette loi sont abrogés.

17. L'article 125 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« La société doit en outre indiquer la date, l'heure et le lieu de son assemblée annuelle, en caractères bien visibles et bien en vue, sur tout avis d'échéance de prime ou cotisation qu'elle fait parvenir à ses membres. ».

18. L'article 129 de cette loi est abrogé.

19. L'article 145 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *b* et *c* du premier alinéa par le suivant:

« *b*) un registre de toutes les polices émises par la société comprenant les nom, prénom, adresse et âge des membres. ».

20. La section IX du chapitre IV du titre III de cette loi, comprenant les articles 146 à 163, est abrogée.

21. Les articles 178 et 179 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **178.** Des sociétés mutuelles d'assurance peuvent fusionner. Il en est de même des compagnies mutuelles d'assurance de dommages.

« **179.** Une société mutuelle d'assurance peut être convertie en une compagnie mutuelle d'assurance de dommages et inversement. ».

22. L'article 180 de cette loi est abrogé.

23. L'article 186 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *h* du premier alinéa par les suivants:

« *h*) s'il s'agit de compagnies mutuelles d'assurance ou de sociétés de secours mutuels, le nombre de membres de chacune ainsi que les montants et la nature des assurances souscrites par eux auprès de chacune ou, le cas échéant, les prestations ou autres avantages garantis;

« *h.1*) s'il s'agit de sociétés mutuelles d'assurance, le nom de la fédération à laquelle la société mutuelle d'assurance issue de la fusion sera affiliée, le nombre de parts sociales souscrites dans chacune des sociétés mutuelles d'assurance qui fusionnent, le prix de chacune de ces parts et les modalités de leur conversion en parts sociales de la société mutuelle d'assurance issue de la fusion; ».

24. L'article 194 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *g* du deuxième alinéa par les suivants:

« *g*) si la nouvelle corporation doit être une compagnie mutuelle d'assurance ou une société de secours mutuels, le nombre de membres de la corporation et le montant des assurances qu'ils souscriront dans la corporation ou, le cas échéant, les prestations ou autres avantages garantis;

« *h*) si la nouvelle corporation doit être une société mutuelle d'assurance, le nombre de membres, le montant du capital social permettant d'assurer le financement des opérations de la société et le maintien d'un excédent de l'actif sur le passif de la société au moins égal au montant minimum requis conformément à l'article 275 et le nom de la fédération qui s'est engagée à l'accepter comme membre. ».

25. L'article 196 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« S'il s'agit d'une compagnie à fonds social, la majorité exigée par le premier alinéa doit être exprimée suivant la valeur des actions représentées par les actionnaires présents. ».

26. L'article 200.3 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *g* du deuxième alinéa par le suivant:

« *g*) s'il s'agit d'une compagnie mutuelle d'assurance, le nombre de membres de la compagnie, le montant des assurances ou les prestations ou autres avantages garantis. ».

27. L'article 205 de cette loi, modifié par l'article 42 du chapitre 22 des lois de 1984, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *k* du premier alinéa, du paragraphe suivant:

« *l*) le montant et le nombre des parts sociales et des parts privilégiées souscrites et payées, s'il en est. ».

28. L'article 210 de cette loi, modifié par l'article 43 du chapitre 22 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **210.** Toute corporation, autre qu'une société mutuelle d'assurance, qui demande un permis doit rencontrer les exigences requises pour la constitution d'une compagnie d'assurance au Québec. ».

29. L'article 223 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **223.** Aucun assureur, autre qu'une société mutuelle d'assurance, ne peut prendre en charge un risque en matière d'incendie s'il n'en réassure auprès d'un autre assureur toute fraction dépassant 10% de son capital et de son excédent. ».

30. L'article 224 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **224.** Tout assureur, autre qu'une société mutuelle d'assurance, qui demande un permis ou un renouvellement de permis doit déposer auprès du ministre des Finances le montant prévu par la présente section en garantie de l'exécution des contrats d'assurance délivrés par lui au Québec. ».

31. L'article 228 de cette loi est abrogé.

32. L'article 245 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « société mutuelle » par les mots « société de secours mutuel ».

33. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 245, du suivant:

« **245.1** Une société mutuelle d'assurance peut placer dans le fonds de placement de la fédération dont elle est membre les sommes qui excèdent le montant minimum de l'excédent de l'actif sur le passif qu'elle est tenue de maintenir conformément à l'article 275. Elle peut également participer au capital d'une société mutuelle de réassurance dont elle est membre.

Un placement effectué conformément au premier alinéa ne peut avoir pour effet de réduire le montant des liquidités de la société à un montant inférieur à celui établi selon les directives écrites de l'inspecteur général.

La participation d'une société mutuelle d'assurance à une corporation de fonds de garantie constitue un placement pour le moindre des deux montants visés aux paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa de l'article 93.227.

Tout autre placement d'une société mutuelle d'assurance doit être conforme aux règles de placement des biens appartenant à autrui prévues au Code civil. ».

34. L'article 275.2 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **275.2** Tout assureur qui pratique les assurances de dommages ne peut déclarer de dividendes ou d'intérêts sur ses parts, selon le cas, si le versement de ceux-ci a pour effet de rendre son actif non conforme à l'article 275. ».

35. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 275.2, du suivant:

« **275.3** Une société mutuelle d'assurance doit conserver des liquidités suffisantes pour respecter le ratio de liquidité établi selon les directives écrites de l'inspecteur général. ».

36. L'article 278 de cette loi est abrogé.

37. L'article 290 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « sur la vie ».

38. L'article 291 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « assureur », des mots « , autre qu'une société mutuelle d'assurance, ».

39. L'article 293 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

« Une fédération de sociétés mutuelles d'assurance ne doit faire effectuer la vérification des livres et comptes de ses membres que par des personnes qui sont membres de l'une des corporations professionnelles de comptables mentionnées dans le Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26).

Toutefois, le vérificateur ne peut être un administrateur, un autre mandataire, un employé ou un membre de la société mutuelle d'assurance dont il est chargé de faire la vérification ni un administrateur ou un autre mandataire de la fédération ou de la corporation de fonds de garantie dont est membre la société mutuelle d'assurance dont il est chargé de faire la vérification. ».

40. L'article 301 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Les porteurs de police avec participation, les membres des compagnies mutuelles d'assurance de même que les membres des sociétés mutuelles d'assurance ont, au même titre que les actionnaires, le droit de prendre connaissance du rapport annuel. ».

41. L'article 307 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *h* du premier alinéa par le suivant :

« *h*) le montant des cotisations ainsi que les sommes versées sur ces cotisations; »;

2° par l'addition, après le paragraphe *i* du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« *j*) le montant des parts sociales et le montant des parts privilégiées souscrites et payées. ».

42. L'article 309 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

« Ce rapport est exigé, dans le cas des sociétés de secours mutuels, aux époques déterminées par règlement du gouvernement. ».

43. L'article 326 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par les suivants :

« *b*) aux administrateurs ou membres d'une société de secours mutuels qui agissent pour le compte de celle-ci;

« *c*) aux administrateurs ou membres d'une société mutuelle d'assurance qui, avant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur de la Loi*

modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives) agissaient pour le compte d'une société mutuelle d'assurance-incendie. ».

44. L'article 349 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *g* du premier alinéa par le suivant:

« *g*) aux administrateurs, dirigeants et membres du personnel salarié de sociétés mutuelles d'assurance lorsqu'ils agissent à titre d'experts en sinistres dans l'exercice de leurs fonctions. ».

45. L'article 378 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *c* du premier alinéa, des mots « société mutuelle » par les mots « société de secours mutuels ».

46. L'article 406 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *p* du premier alinéa, du paragraphe suivant:

« *q*) tout administrateur qui autorise le remboursement de parts sociales ou le rachat ou le remboursement de parts privilégiées en violation des articles 93.46 et 93.53. ».

47. L'article 420 de cette loi est modifié:

1° par l'abrogation du paragraphe *p* du premier alinéa;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe *ac* du premier alinéa, après le mot « d'assurance », des mots « ou d'une société mutuelle d'assurance »;

3° par l'addition, après le paragraphe *ae* du premier alinéa, des suivants:

« *af*) prescrire les droits exigibles pour la constitution et la modification des statuts d'une société mutuelle d'assurance, d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance ou d'une corporation de fonds de garantie;

« *ag*) prescrire les documents et les renseignements qui doivent être fournis à l'appui d'une requête en constitution ou en modification des statuts d'une société mutuelle d'assurance, d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance et d'une corporation de fonds de garantie;

« *ah*) prescrire pour une société de secours mutuel les époques de transmission du rapport de l'actuaire prévu à l'article 309;

« *ai*) déterminer les placements qui peuvent être faits à même le fonds de placement d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance, les époques et le mode d'évaluation du fonds et les normes relatives à la divulgation financière aux membres participants;

«*aj*) prescrire tout document devant accompagner les statuts de constitution ou de modification d'une société mutuelle d'assurance, d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance ou d'une corporation de fonds de garantie.».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

48. Sous réserve de l'article 49, toute société mutuelle d'assurance-incendie ou toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, membre de la Fédération des mutuelles d'incendie inc., corporation constituée le 25 novembre 1970 par lettres patentes délivrées en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou qui le devient, entre ce jour et le jour de la continuation de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. en fédération de sociétés mutuelles d'assurance, doit demeurer membre de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. jusqu'au jour précédant cette continuation.

49. Jusqu'au (*insérer ici la date postérieure de 59 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), une société mutuelle d'assurance-incendie ou une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent membre de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, peut tenir une assemblée générale à l'une des fins suivantes:

1° soumettre à ses membres un projet de règlement de continuation de la société ou de la compagnie en société mutuelle d'assurance et prévoyant l'affiliation de celle-ci à une fédération de sociétés mutuelles d'assurance à être créée; ce règlement doit être approuvé par les deux tiers des membres présents à l'assemblée;

2° soumettre à ses membres un projet de règlement de conversion de la société ou de la compagnie en compagnie mutuelle d'assurance de dommages régie par les articles 87 à 93.1 de la Loi sur les assurances.

Dans les dix jours de l'adoption d'un règlement visé aux paragraphes 1° ou 2° du premier alinéa, la société ou la compagnie, selon le cas, doit transmettre copie du règlement à la Fédération des mutuelles d'incendie inc. et à compter de la date de sa réception, elle cesse d'être membre de la Fédération des mutuelles d'incendie inc..

50. Une société mutuelle d'assurance-incendie ou une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent qui n'est pas membre de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi doit, au plus tard le (*insérer ici la date postérieure de 119 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*) tenir une assemblée générale à l'une des fins suivantes:

1° soumettre à ses membres un projet de règlement aux fins de s'affilier à la Fédération des mutuelles d'incendie inc. et prévoyant sa continuation en société mutuelle d'assurance;

2° soumettre à ses membres un projet de règlement de continuation de la société ou de la compagnie en société mutuelle d'assurance et prévoyant l'affiliation de celle-ci à une fédération de sociétés mutuelles d'assurance à être créée; ce règlement doit être approuvé par les deux tiers des membres présents à l'assemblée;

3° soumettre à ses membres un projet de règlement de conversion de la société ou de la compagnie en compagnie mutuelle d'assurance de dommages régie par les articles 87 à 93.1 de la Loi sur les assurances;

4° proposer à ses membres la liquidation de la société ou de la compagnie.

51. Une assemblée visée à l'article 49 ou à l'article 50 ne peut être décrétée que par le conseil d'administration de la société ou de la compagnie.

De plus, le conseil d'administration ne peut tenir une assemblée à l'une des fins visées à l'article 49 ou aux paragraphes 2° et 3° de l'article 50 sans l'autorisation de l'inspecteur général.

L'inspecteur général autorise la convocation d'une telle assemblée s'il estime que la fin projetée est opportune et répond aux besoins des membres.

52. Le ministre peut exempter une société ou une compagnie de tenir l'assemblée prévue à l'article 50 si le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*):

1° elle a déjà adopté une convention de fusion avec une société mutuelle d'assurance-incendie ou est en liquidation;

2° dans le cas d'une compagnie, elle a déjà adopté un règlement de conversion en société mutuelle d'assurance-incendie.

Toutefois si la société mutuelle d'assurance-incendie issue de la fusion visée au paragraphe 1° du premier alinéa ou issue de la conversion visée au paragraphe 2° du premier alinéa n'est pas membre de la Fédération des mutuelles d'incendie inc., elle doit tenir l'assemblée prévue à l'article 50 dans le délai et aux conditions que détermine le ministre.

53. Une société mutuelle d'assurance-incendie ou une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent peut en tout temps décider sa liquidation conformément aux articles pertinents de la Loi

sur les assurances telle qu'en vigueur le jour précédant celui de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Toutefois, elles ne peuvent adopter une convention de fusion ou un règlement de conversion en vertu des articles 187 et 195 de cette loi à compter du (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

54. Une société ou une compagnie dont les membres ont adopté un règlement visé au paragraphe 1° de l'article 50, avant la continuation de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. en fédération de sociétés mutuelles d'assurance doit, dans les dix jours de l'adoption du règlement, transmettre à la Fédération des mutuelles d'incendie inc. et à l'inspecteur général un avis à cet effet.

55. Une société ou une compagnie devient membre de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. lorsqu'elle adopte un règlement visé au paragraphe 1° de l'article 50.

Toutefois, si le règlement est adopté après la continuation de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. en fédération de sociétés mutuelles d'assurance, la société ou la compagnie ne devient membre de la fédération qu'à compter du jour de sa continuation en société mutuelle d'assurance.

56. Une société ou une compagnie dont les membres adoptent un règlement visé au paragraphe 1° de l'article 50 après le (*insérer ici la date postérieure de 89 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*) ou un règlement visé au paragraphe 1° de l'article 49 ou au paragraphe 2° de l'article 50, doit demander à l'inspecteur général, par requête, sa continuation en société mutuelle d'assurance dans un délai de dix jours à compter de la date de cette adoption.

57. Une requête visée à l'article 56 doit être accompagnée des statuts de continuation qui doivent être déposés, auprès de l'inspecteur général, en deux exemplaires signés par l'administrateur autorisé par le règlement de la société ou de la compagnie.

58. Les statuts de continuation indiquent:

- 1° la raison sociale de la société mutuelle d'assurance continuée;
- 2° le district judiciaire où se trouve son siège social au Québec;
- 3° les catégories d'assurance de dommages envisagées.

59. Les statuts peuvent contenir toute disposition que la Loi sur les assurances permet à une société mutuelle d'assurance d'adopter par règlement.

60. Les statuts doivent être accompagnés:

- 1° d'une liste des administrateurs de la société mutuelle d'assurance contenant leurs nom, prénom, adresse et profession;
- 2° d'un avis indiquant le nom et l'adresse du vérificateur;
- 3° de tout autre document que requiert l'inspecteur général.

61. Dans le cas d'une requête en continuation faisant suite à l'adoption par les membres d'une société ou d'une compagnie d'un règlement visé au paragraphe 1° de l'article 49 ou au paragraphe 2° de l'article 50, une requête en constitution de la fédération visée par le règlement, accompagnée d'une requête en constitution d'une corporation de fonds de garantie, doivent être transmises à l'inspecteur général au plus tard le *(insérer ici la date postérieure de 69 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi)* dans le cas visé au paragraphe 1° de l'article 49 ou le *(insérer ici la date postérieure de 129 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi)* dans le cas visé au paragraphe 2° de l'article 50.

Aux fins de l'application du premier alinéa, les requérantes sont réputées être des sociétés mutuelles d'assurance.

62. L'inspecteur général peut, si le ministre a déjà autorisé la constitution d'une fédération visée à l'article 61, donner suite à une requête en continuation.

À cette fin, l'inspecteur général:

1° inscrit sur chaque exemplaire des statuts la mention « société mutuelle d'assurance-incendie continuée en société mutuelle d'assurance » ou « compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent continuée en société mutuelle d'assurance »;

2° établit en deux exemplaires un certificat de continuation conformément à l'article 63;

3° enregistre un exemplaire du certificat et des statuts et les documents les accompagnant;

4° expédie à la requérante l'autre exemplaire du certificat et des statuts;

5° expédie une copie du certificat, des statuts et des documents les accompagnant à la fédération;

6° publie un avis de la délivrance du certificat à la *Gazette officielle du Québec*.

63. Le certificat atteste la continuation, à la date y indiquée, de la société ou de la compagnie en société mutuelle d'assurance.

Les statuts de continuation sont réputés être les statuts de la société mutuelle d'assurance continuée.

64. Les droits, obligations et actes de la société ou de la compagnie, ainsi que ceux de ses membres, ne sont pas touchés par la continuation.

65. Une société mutuelle d'assurance continuée exerce ses activités sur le territoire où elle pouvait les exercer avant sa continuation jusqu'à ce que la fédération dont elle est membre établisse son territoire conformément à l'article 93.163 de la Loi sur les assurances.

66. Toute personne assurée d'une société ou d'une compagnie immédiatement avant sa continuation peut, tant que toute police qu'elle détenait immédiatement avant la continuation est en vigueur, demeurer membre de la société sans en détenir de parts sociales.

67. Les polices d'assurance en vigueur à la date de la continuation ou de la conversion en compagnie mutuelle d'assurance de dommages d'une société mutuelle d'assurance-incendie ou d'une compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent formée par des particuliers dans une paroisse ou une municipalité locale le demeurent jusqu'à la date de leur expiration.

Toutefois, aucune cotisation sur un billet de souscription ne peut être décrétée à compter de la date de la continuation ou de la conversion.

68. Toute personne assurée par une compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent formée par un conseil municipal avant sa continuation en société mutuelle d'assurance ou sa conversion en compagnie mutuelle d'assurance de dommages le demeure pour une période de six mois à compter de sa continuation ou de sa conversion.

Dans les dix jours de la publication de l'avis de la délivrance du certificat de continuation en société mutuelle d'assurance ou de l'avis confirmant le règlement de conversion en compagnie mutuelle d'assurance de dommages d'une compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent formée par un conseil municipal, la société ou la compagnie, selon le cas, doit émettre pour chaque assuré un certificat d'assurance indiquant notamment, le nom de l'assuré, la nature du risque, l'objet, la période de validité, le montant de la garantie et les conditions de l'assurance souscrite.

La taxe imposée en vertu de l'article 12 de la Loi sur certaines compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent (L.R.Q., chapitre C-39) avant la continuation ou avant la conversion doit être versée à la société mutuelle d'assurance ou à la compagnie mutuelle d'assurance de dommages, selon le cas.

69. Les sommes constituant, immédiatement avant la continuation ou la conversion, la réserve visée à l'article 278 de la Loi sur les assurances, tel qu'en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputées faire partie du surplus accumulé à la date de la continuation ou de la conversion.

Le surplus accumulé à la date de la continuation ou de la conversion ne peut être partagé que dans les cas de dissolution ou de liquidation de la société mutuelle d'assurance ou de la compagnie mutuelle d'assurance de dommages.

En cas de dissolution ou de liquidation de la société mutuelle d'assurance ou de la compagnie mutuelle d'assurance de dommages dans les cinq ans de sa continuation ou de sa conversion, le surplus est distribué aux membres et à ceux qui l'ont été dans les cinq ans ayant précédé la publication de l'avis de dissolution ou de liquidation sauf ceux qui sont devenus membres depuis la continuation ou la conversion et qui ont cessé de l'être avant la publication de l'avis de dissolution ou de liquidation.

70. La demande qui doit être soumise au ministre conformément à l'article 198 de la Loi sur les assurances aux fins de confirmer un règlement visé au paragraphe 2° de l'article 49 ou au paragraphe 3° de l'article 50 doit l'être dans les dix jours à compter de l'adoption du règlement.

71. Les dispositions du chapitre V du titre III de la Loi sur les assurances s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires à la conversion d'une société mutuelle d'assurance-incendie ou d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent en une compagnie mutuelle d'assurance de dommages.

72. Une société mutuelle d'assurance-incendie ou une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent peut être convertie en une compagnie mutuelle d'assurance de dommages et un permis d'assureur peut être délivré à cette compagnie malgré le fait que son capital soit inférieur à 3 000 000 \$, si la société ou la compagnie a obtenu, préalablement à la conversion, une exemption à cet effet de l'inspecteur général.

Cette exemption est valable pour cinq ans à compter de la date des lettres patentes et ne peut être renouvelée.

73. Une société mutuelle d'assurance-incendie ou une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent qui demande cette exemption doit déposer chez l'inspecteur général un plan de développement appuyé d'une projection sur une période de cinq ans et explicitant les hypothèses de calcul retenues.

74. L'inspecteur général peut accorder l'exemption aux conditions qu'il détermine si le plan démontre à sa satisfaction que la compagnie mutuelle d'assurance de dommages issue de la conversion devrait être en mesure de posséder un capital de 3 000 000 \$ dans le délai de cinq ans.

L'inspecteur général avise la société ou la compagnie ainsi que le ministre de sa décision.

75. Entre le (*insérer ici la date postérieure de 89 jours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et le (*insérer ici la date postérieure de 120 jours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), le conseil d'administration de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. doit par requête demander à l'inspecteur général:

1° la continuation de cette fédération en fédération de sociétés mutuelles d'assurance régie par la Loi sur les assurances;

2° la constitution d'une corporation de fonds de garantie régie par la Loi sur les assurances.

76. La requête doit être accompagnée des statuts de continuation de la fédération et des statuts de constitution de la corporation de fonds de garantie.

Les statuts de continuation et de constitution doivent être déposés en deux exemplaires chez l'inspecteur général.

77. La requête et chaque exemplaire des statuts doivent être signés par l'administrateur autorisé par résolution de la fédération.

78. Les statuts de continuation de la fédération indiquent:

1° sa raison sociale;

2° le district judiciaire où se trouve son siège social au Québec;

3° les noms des sociétés mutuelles d'assurance-incendie ou des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent qui en sont membres le (*insérer ici la date postérieure de 89 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), à l'exception du nom de celles pour lesquelles la fédération n'a pas reçu à cette date l'avis prévu à l'article 54.

79. Les statuts de continuation de la fédération doivent être accompagnés:

- 1° d'une liste des administrateurs contenant leurs nom, prénom, adresse et profession;
- 2° d'un avis indiquant le nom et l'adresse du vérificateur;
- 3° d'une copie du projet du règlement de régie interne;
- 4° de tous autres documents, preuves et renseignements que requiert l'inspecteur général.

80. Les statuts de constitution de la corporation de fonds de garantie indiquent:

- 1° sa raison sociale;
- 2° le district judiciaire où se trouve son siège social au Québec;
- 3° les noms des sociétés mutuelles d'assurance-incendie ou des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent membres de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. le (*insérer ici la date postérieure de 89 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), à l'exception du nom de celles pour lesquelles la fédération n'a pas reçu à cette date l'avis prévu à l'article 54.

81. Les statuts de constitution de la corporation de fonds de garantie doivent être accompagnés:

- 1° d'un avis indiquant les nom, prénom et adresse de la personne désignée comme secrétaire provisoire de la corporation;
- 2° d'un avis indiquant le mode et le délai de convocation de l'assemblée d'organisation;
- 3° d'un avis indiquant l'adresse du siège social;
- 4° d'une copie certifiée conforme de chaque engagement visé à l'article 83;
- 5° d'une copie du projet de son règlement de régie interne;
- 6° de tous autres documents, preuves et renseignements que requiert l'inspecteur général.

82. Les statuts de continuation de la fédération ou de constitution de la corporation de fonds de garantie peuvent contenir toute autre disposition que la Loi sur les assurances permet à une fédération de

sociétés mutuelles d'assurance ou à une corporation de fonds de garantie, selon le cas, d'adopter par règlement.

83. Chaque société ou compagnie dont le nom est mentionné dans les statuts de continuation de la fédération doit s'engager, par écrit envers la corporation de fonds de garantie à être créée, à verser le montant de sa participation dans le capital de la corporation de fonds de garantie.

84. La fédération ne peut être continuée et la corporation de fonds de garantie ne peut être constituée si le montant total des engagements souscrits est inférieur à 3 000 000 \$.

85. Dans le cas où le montant de l'engagement visé à l'article 83 excède la valeur marchande des titres ou autres valeurs constituant le cautionnement déposé par la société ou la compagnie auprès du ministre des Finances, la société ou la compagnie doit verser l'excédent à la Fédération des mutuelles d'incendie inc.. Dès que la corporation de fonds de garantie est constituée la fédération doit lui remettre les sommes qui lui ont été ainsi versées. Chaque société ou compagnie est libérée de son engagement envers la corporation de fonds de garantie jusqu'à concurrence du montant versé à la fédération.

86. Dès sa continuation en société mutuelle d'assurance mais après la constitution de la corporation de fonds de garantie, le ministre transmet à chaque société ou compagnie les titres ou valeurs déposés en cautionnement.

Dans les dix jours de la réception de ses titres ou valeurs, chaque société mutuelle d'assurance doit payer à la corporation de fonds de garantie tout montant encore dû en vertu de son engagement.

87. Sur réception de la requête, des statuts de continuation de la fédération, des statuts de constitution de la corporation de fonds de garantie et des documents devant accompagner les statuts, l'inspecteur général peut, s'il l'estime opportun, donner suite à la requête.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 62 et les articles 63 et 64 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à la continuation de la fédération.

Les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 6° du deuxième alinéa de l'article 93.20 et l'article 93.21 de la Loi sur les assurances s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à la constitution de la corporation de fonds de garantie.

88. La Fédération des mutuelles d'incendie inc. continuée en vertu de la présente loi est réputée constituée en vertu de la Loi sur les

assurances et il en est de même pour la corporation de fonds de garantie qui lui est liée.

89. Sous réserve de leur continuation, les sociétés mutuelles d'assurance-incendie et les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent membres de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. le jour précédant sa continuation deviennent membres de la fédération continuée.

90. Au plus tard le (*insérer ici la date postérieure de 119 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), le conseil d'administration de toute société mutuelle d'assurance-incendie ou de toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent membre de la Fédération des mutuelles d'incendie inc. le (*insérer ici la date postérieure de 89 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*) doit demander à l'inspecteur général, par requête, la continuation de la société ou de la compagnie, selon le cas, en société mutuelle d'assurance.

Les articles 57 à 60 et 62 à 69 s'appliquent à cette continuation compte tenu des adaptations nécessaires.

91. Le ministre peut en tout temps, sur recommandation de l'inspecteur général, proroger tout délai ou modifier toute date prévue à la présente loi, s'il lui est démontré que la Fédération des mutuelles d'incendie inc. ou une ou plusieurs sociétés mutuelles d'assurance-incendie ou compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent ne peut, pour un motif raisonnable et hors de son contrôle, respecter les délais ou les dates prévus aux articles 49, 50, 54, 56, 61, 70, 75 et 90.

Le ministre publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de toute prorogation de délai ou modification de date qui s'applique à la Fédération des mutuelles d'incendie inc. ou à l'ensemble des sociétés ou compagnies.

92. Sous réserve de toute prorogation de délai ou d'une exemption accordée par le ministre en vertu de l'article 52, l'inspecteur général doit ordonner la liquidation de toute société mutuelle d'assurance-incendie ou de toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent qui se retrouve après le (*insérer ici la date postérieure de 129 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*) dans l'une des situations suivantes:

1° elle n'a pas demandé sa continuation en société mutuelle d'assurance;

2° elle n'a pas demandé sa conversion en compagnie mutuelle d'assurance de dommages;

3° elle n'a pas donné avis à l'inspecteur général de sa liquidation.

La décision de l'inspecteur général ordonnant la liquidation a le même effet que la décision du gouvernement ordonnant une liquidation suivant le paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 388 de la Loi sur les assurances.

93. Sous réserve des articles 48 à 92 de la présente loi, les dispositions de la Loi sur les assurances, telles qu'en vigueur le jour précédant celui de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent de s'appliquer aux sociétés mutuelles d'assurance-incendie et aux compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent.

94. Les définitions prévues aux paragraphes *d* et *e* de l'article 1 de la Loi sur les assurances, telles qu'en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, s'appliquent aux fins des articles 48 à 93 de la présente loi.

95. La Loi sur certaines compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent (L.R.Q., chapitre C-39) est abrogée.

96. L'article 3 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1), modifié par l'article 1 du chapitre 41 des lois de 1984, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe 5°, du suivant:

«5.1° les parts sociales ou privilégiées d'une société mutuelle d'assurance au sens du paragraphe *d* de l'article 1 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32), émises aux membres ou aux personnes qui désirent le devenir;».

97. Les dispositions des règlements adoptés en vertu de la Loi sur les assurances demeurent en vigueur, dans la mesure où elles sont conformes aux dispositions de la présente loi, jusqu'à ce qu'elles aient été abrogées ou jusqu'à ce qu'elles aient été modifiées ou remplacées par un règlement adopté en vertu de la Loi sur les assurances.

98. Le deuxième alinéa de l'article 53 a effet depuis le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

99. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

100. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement sauf les dispositions exclues par cette proclamation qui entreront en vigueur aux dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.